

Analyse économique, sociale et financière de la crise capitaliste actuelle

Cet article vise à proposer une analyse de la crise actuelle, en nous appuyant sur nos travaux antérieurs, notamment « Le crépuscule du dieu capital ou l'impérialisme du XXI^e siècle » (2018 – Editions Estaimpuis). Notre analyse s'appuie en outre sur un travail relatif aux 1 500 plus importantes sociétés cotées au niveau mondial (toutes activités, tous pays), ainsi qu'aux dernières données économiques et financières (du local au global).

L'approche repose notamment sur une triple critique :

- critique des thèses néo-libérales qu'on croyait révolues après la crise de 2008, mais qui s'imposent toujours dans le milieu économique (notamment universitaire) avec des zéloteurs d'autant plus rigides que leurs thèses sont nulles (voir les extraits de notre ouvrage) ;
- critique des thèses type « régulation », avec notamment le retour d'Aglietta, avec les articles qu'il vient de publier dans Xerfi et le CEPII (voir également les extraits de notre ouvrage) ;
- critique de l'optique « hyper-impérialisme » d'Alain Cotta (le frère de la journaliste Michèle Cotta), cette optique proposant une bouillie pour chats de la mondialisation (voir également les extraits de notre ouvrage).

Contre ces thèses, nous défendons le retour à une véritable lutte des classes, à mener par divers moyens dès la fin du confinement, à partir de toutes les exigences d'existence des gens : exigences de santé, de modes de consommer, de mode de mobilité ... ; bref exigence d'une vie faite de relations sociales et de libertés, qui ne doit en aucun cas se laisser manipuler par les « sachants » et encore moins par les « sachants internet », qui ne doit plus se laisser brider par des pouvoirs corrompus, attentatoires à nos libertés et à nos vies.

Voyons d'abord les extraits de notre dernier ouvrage.

L'introduction de notre dernier ouvrage « Le crépuscule du dieu capital ou l'impérialisme du XXI^e siècle » indiquait en page 8 :
 « Il s'agit ici de montrer comme s'opère la structuration oligopolistique des firmes au niveau mondial, sous la contrainte de la dialectique entre « internationalisation » et « modernisation » des activités capitalistes. La quête de plus-value est plus que jamais d'actualité ; mais avec une dimension productive occultée, sous l'œil amusé de la finance internationale. Jamais notre monde n'a connu une telle expansion des richesses ; et ces dernières, au lieu de bénéficier à l'ensemble de la population mondiale, se concentrent au sein de l'oligopole mondial (mieux connu sous la terminologie de « grandes fortunes »), avec pour seul mot d'ordre « après nous le déluge ». Les écolos pourraient s'y retrouver, à la condition qu'ils modifient leur registre : soit politicien, soit uniquement contestataire. Mais entendons-nous bien ; nos propositions ne sont pas « écologiques » ; elles les rejoignent sous l'aspect « contraintes » imposées par l'évolution des forces productives ; en aucun cas, elles ne pourront s'y réduire. Il faudra bien revenir à la lutte des classes. Seul espoir de l'humanité, quand elle aura compris qu'il faut imposer à l'économie la dimension à laquelle elle devrait se tenir : permettre aux populations de vivre dignement de leur travail ; et de s'épanouir socialement. Ceci signifie la « mort » de l'économie politique ; et ceci oblige à une analyse fine des **mécanismes étatiques « périphériques » qui tentent d'occulter l'exploitation en utilisant les oppositions qu'ils créent (guerres « locales », conflits religieux, attentats ...) pour placer leurs peuples sous la chiourme capitaliste ».**

Nous pouvons ajouter maintenant **un élément supplémentaire à la panoplie capitaliste : l'utilisation d'un virus.**

Surtout, nous avons fait le diagnostic de la **survenue d'une crise majeure de cet impérialisme** (pages 232 et suivantes) :

« Supposons que la crise majeure que nous venons de diagnostiquer se produise. Cette crise va être dévastatrice pour l'ensemble des populations : les groupes, en se délitant, conduisent à un chômage de masse, à côté duquel celui que nous connaissons paraîtra comme une plaisanterie.

Le bon peuple aura alors bien d'autres choses à se préoccuper que pouvoir obtenir dans l'heure qui vient le dernier jeu de vidéo, la dernière console, la dernière tablette, ou le dernier chou-fleur qu'il pourra se faire livrer par un drone. Les 7 premiers groupes mondiaux ne vaudront plus rien en une seconde.

Chacun voudra plutôt savoir si son entreprise existera encore le lendemain, si l'épargne qu'il gardait à la banque ne se sera pas envolée avec la spéculation, s'il pourra encore disposer d'une énergie lui permettant d'utiliser tous les gadgets connectés qui, sans elle, ne lui seraient plus alors d'une grande utilité, pas davantage que sa voiture électrique dont les batteries ne pourraient plus être rechargées ... ». **Ceci ne vous dit rien quant aux réactions actuelles des populations ?**

« Pure fiction ? Il faut relire « La route au tabac » d'Erskine Caldwell qui décrit l'impact de la crise de 1929 sur la société américaine. Il faut analyser les effets de cette crise en Europe avec la montée des fascismes en Italie et en Allemagne dans les années trente. Avec le soutien bienveillant et intéressé des groupes capitalistes qui y trouvaient leur compte ; quand ce n'est pas au cours de la guerre 1939-45 une main d'œuvre d'esclaves dont ils ont contribué à l'extermination.

Mémoire courte. **Le capitalisme s'accommode des systèmes politiques. Il met surtout en place depuis 20 ans le plus vaste système d'espionnage individuel que le monde ait connu, afin de renforcer son pouvoir sur les peuples ; et de les mener là où il le souhaite : une obéissance sans faille aux lois du marché.** Avec la mobilisation de tous les politiciens de la planète, qu'ils soient « démocrates » ou non. » ... **J'espère que vous avez bien obéi (c'est de l'humour) aux règles du confinement, alors que le gouvernement français ne faisait rien pour son peuple, sinon mettre en avant les baratins de Macron dans tous les médias.**

« De fait l'impérialisme du XXI^{ème} siècle ne fait pas que nous enfermer davantage dans un monde d'objets de plus en plus inutiles ; il nous transforme également en objets « jetables » au gré de ses besoins, avec une double aliénation : au travail, mais surtout hors travail. La nouvelle religion du « tout, tout de suite, pour le meilleur service au client » ne nous oblige même plus à passer au confessionnal pour avouer nos « fautes » : Big Brother nous a enjoins de lui « livrer » le contenu de nos vies, ce que de plus en plus d'individus font bien volontiers, à l'insu de leur plein gré, en utilisant leurs cartes de crédit et surtout de « fidélité » dans les multiples chaînes de grande distribution, en allant sur internet et les réseaux dits « sociaux » qui sont présentés comme « sécurisés », en remplissant questionnaires et autres renseignements présentés comme « confidentiels » au moment de se faire soigner, d'appeler son banquier, de payer ses assurances ou ses impôts, de réserver des billets de train, d'avions ..., en louant une voiture ou un objet de bricolage, en appelant des centrales de services à la personne (taxis, ménage, ...), en utilisant toutes sortes d'objets connectés (téléphones portables, mesures des performances sportives lors des loisirs, ...). Et si les récents scandales (Facebook) ou les cyberattaques montrent la vulnérabilité de cette économie dite du « savoir » ou des « big data », les « croyants » continuent à ne pas douter. La foi est inébranlable, même lorsqu'elle est soumise au principe de réalité. Nouvelle forme d'aliénation, d'une efficacité d'autant plus redoutable qu'elle n'a nul besoin de vous menacer d'un enfer. » **Au secours, je suis déconnecté ...**

Il est donc grand temps de se pencher sur cette idéologie de la « connectivité » et de « l'immédiateté », sur tout, partout, et sur tous. Car qui peut croire un seul instant que les firmes qui suscitent et gèrent cette « connectivité/immédiateté » le font – et gratuitement la plupart du temps (personne ne s'intéresse jamais d'où viennent les bénéfiques faramineux qu'ils obtiennent) – pour notre épanouissement personnel et le bien-être de l'humanité. Orwell est-il déjà là ?

Oui, en considérant que tous les sites (même concurrents) se connectent ; ce qui se passe d'une certaine manière avec diverses alliances entre la grande distribution au niveau mondial, Amazon, Alphabet-Google, Facebook, les sites Alibaba et Tencent Holdings.

Ces « alliances » ont des contenus divers. Mais elles concourent toutes à collecter des informations et à les traiter. Questions triviales : **ce cumul d'informations est-il adéquat aux objectifs poursuivis ? comment sont-elles analysées ? quels objectifs ?** Car il est possible que trop d'informations tue l'information : il suffit pour s'en convaincre de reprendre jour après jour les informations présentées dans la presse, leur absence de mise en perspective et leur manque de pertinence quant à leur importance pour l'évolution du monde. Mais là encore, ce « bric-à-brac » d'informations permet d'occulter l'essentiel, la confiscation des données par les groupes. Cette **idéologie de la connectivité** est particulièrement mise en avant par Alain Cotta (*L'hyper capitalisme mondial*. Odile Jacob. 2018). Il nous faut revenir à cet ouvrage, qui accumule poncifs et contre-vérités à longueur de pages, en se faisant le chantre des hyperriches censés devenir les maîtres du monde, notamment par le pouvoir qu'ils détiennent sur la « connectivité ». Ce livre méprise la « classe moyenne mondiale » (rien à voir avec les classes au sens de Marx) et le reste des peuples catégorisé comme les « exclus ». Il traduit bien les objectifs de ceux qui croient détenir les pouvoirs économiques, financiers et digitaux : « Quels objets ne seront pas connectés ? Quels moyens de production ne seront pas robotisés ? Jusqu'où les modèles mathématiques se substitueront aux décisions prises aujourd'hui par des êtres humains ? Jusqu'où le contrôle bureaucratique des activités de nature privée, rendu possible et continûment étendu par l'informatique et l'intelligence artificielle, s'étendra-t-il ? ... (Avec) le numérique, matière première de toutes les activités digitales, (on pourra) animer les sites et réseaux sociaux à l'avantage des entreprises, stocker et analyser toutes les données disponibles à l'aune d'objectifs spécifiques, gérer l'audience des médias de masse télévisés, les concurrencer par des réseaux soumis à initiative individuelle, contrôler et assurer la sécurité de tous ces réseaux en leur évitant d'être piratés, légalement ou non. ... Le nombre des individus connectés dans une population donnée deviendra un critère du niveau de développement qui se substituera à celui de la « production par tête ». ... (Et cette classe moyenne ne sera pas contestataire, car sa) **dissémination (voir une application actuelle avec le télétravail) la prive d'une cohésion spontanée nécessaire à toute action organisée, en particulier au plan mondial**. De surcroît, cette incapacité quasi physique est « agrémentée » d'un manque de volonté d'autant plus accusé que sa spontanéité ... se voit alimentée à foison par les informations médiatiques (**pour une critique de la présentation des médias pendant le Covid 19, voir le site « acrimed.org »**) orientées à cet effet. La propriété privée des moyens de production ... s'est dépréciée à mesure que la propriété des moyens d'information devenait encore plus fructueuse que l'avait été celle « chère » à Marx. Cette nouvelle propriété préside à la production des informations, mais aussi et plus encore à leur consommation. (Les classes moyennes) ont plébiscité ... tous les biens produits par les entreprises capitalistes et ont ouvert la voie à cet hypercapitalisme mondial définitivement à l'abri de contestations nées de l'idéologie marxiste, du moins si ses dirigeants ne continuaient à prendre la « peine », pour en tirer profit, de proposer des biens de consommation de plus en plus immatériels, reçus avec autant d'enthousiasme que les biens matériels. La propriété des moyens d'information se trouve alors dotée de tout nouveaux

avantages : la création des incitations à consommer tel ou tel produit, la publicité sous toutes ses formes constamment étendues et renouvelées, et surtout la diffusion des informations, reçues par la classe moyenne avec autant – peut-être plus – d'empressement que les biens matériels. » (pages 104 à 109). Nous sommes prévenus : « Le capitalisme d'avant l'âge digital répondait essentiellement à la satisfaction de besoins naturels. Il s'adressait au cerveau reptilien, en développant, après avoir favorisé leur accumulation, les connaissances scientifiques et techniques issues du cerveau mammiférien. Avec l'âge digital, le capitalisme devenu mondial allait – ce n'est qu'un début – se donner pour objectif de rassasier les envies infinies du cerveau limbique, ceux issus d'un « corps bleu » où tous nos sentiments transitent et naissent dans le cerveau. D'une seule enjambée, le capitalisme vient d'aborder un nouveau virage. Il s'approprie le profit né de la production des informations. Et il en crée certaines spécifiques, destinées à affirmer un pouvoir social total, moins en le légitimant qu'en oubliant allègrement sa présence. ... L'image, d'autant qu'elle est gratuite, régnera sur la classe moyenne comme l'argent pour les hyperriches ... L'objectif de l'hypercapitalisme mondial sera d'assurer aux classes moyennes le confort sentimental et moral (solidarité, altruisme, fraternité, etc.) qui leur ôterait toute intention de contester l'exercice d'un pouvoir oligarchique que la propriété des médias, étendue à celle des réseaux dits sociaux, permet de rendre très discret et impersonnel ». (idem. : pages 109 et 110).

*Nous reviendrons ci-après sur le découpage en trois parties des populations mondiales et sur le fonctionnement absurde que Cotta assigne à l'hypercapitalisme ; mais nous sommes en droit de nous demander quelle partie de notre cerveau fonctionne lorsque nous écrivons ces lignes, et **que nous contestons ce « big Brother »**.*

Revenons en effet aux « big data ». Toutes proportions gardées, nous devrions a priori ne pas nous plaindre d'avoir accès aux nombreuses informations économiques et financières publiées par les firmes. Elles ont permis ce travail, avec un accès facile et pratiquement immédiat dès qu'elles sont mises à disposition sur leurs sites.

Pourtant, dans la majeure partie des cas, la multiplication des informations n'apporte pas grand-chose ; voire conduit à un résultat inverse. La qualité et la pertinence des informations importent davantage que leur quantité.

Nous en avons de nombreux exemples en analyse économique. Les nombreux modèles, et des données empiriques qui les accompagnent, n'ont nullement permis de prédire les crises financières. La raison est évidente : les multiples découpages de la « réalité » économique ne peuvent être mis en relation, sans s'interroger sur la logique libérale ; par contre, l'utilisation des modèles et l'usage des « big data » donnent l'impression d'une approche « scientifique », d'autant plus incontestable que la manipulation des « big data » est effacée dans les modèles en question. Il est possible d'en juger à partir des « spécialisations » des économistes sur (liste non limitative) :

- les politiques économiques (monétaires, macroéconomiques, budgétaires ...), et leurs effets : par exemple, les effets macroéconomiques des inégalités de revenus, l'analyse des politiques publiques et des choix publics, la question des déséquilibres macroéconomiques, les liens entre la croissance et le développement financier, la gestion des dettes publiques, les modes de financement de l'économie, les équilibres macro-financiers, ... ;
- les études sur les risques, avec : l'étude des architectures financières, des crises économiques, monétaires et financières, des liens entre la dynamique économique et les réactions des acteurs (confiance ...) ; ou encore les questions de gestion de portefeuille, d'allocations d'actifs, de gestion des risques (comme les risques pays), de valorisation des actifs, d'analyse des classes d'actifs (marché obligataire ...) ; l'étude du système monétaire international (et du protectionnisme, des guerres des monnaies ou des guerres commerciales, ...) ; l'étude des marchés de change, de taux ... ; l'étude de la réglementation financière, bancaire (stress tests, stabilité financière, market régulation, régulation prudentielle et comportement des banques, financement des entreprises et intermédiation financière, gouvernances d'entreprises, évaluation des actifs financiers, régulation financière et bancaire, ...) ;
- les études sectorielles : sur les marchés financiers, comme les microstructures des marchés, la finance verte et l'économie de l'environnement, les systèmes agricoles, les marchés de matières premières, les enjeux de l'innovation, les crypto-monnaies, les politiques structurelles des pays émergents ...

Tous ces modèles en savent de plus en plus, sur des contenus de plus en plus étroits. Mais du moment qu'on maximise, qu'on optimise, qu'on « efficientise » à tout va ... Il faut être efficace, même dans la recherche ... Et tant pis si les hypothèses sont contradictoires entre différents modèles, si les optiques sont incompatibles entre elles, si la « rationalité » des acteurs n'existe pas ... Il suffit dans tel cas de randomiser, de préférence dans les pays en voie de développement (**comme la prix Nobel d'économie Esther Duflo**), là où les études de « terrain » peuvent être menées, sans que les populations ne faussent trop les résultats ! Dans tel autre cas, les modèles à « rationalité limitée » permettront de se passer de l'optimisation.

Ce point, déjà évoqué dans la critique de la théorie néo-classique, est passé par « pertes et profits » dans le milieu des économistes : (Les) « critiques adressées à la science économique se réduisent à accuser les économistes d'utiliser le mauvais modèle. Ils devraient être keynésiens, marxistes, minskyiens plutôt que néo-classiques ; s'intéresser à la demande plutôt qu'à l'offre ; être comportementalistes plutôt que rationalistes, théoriciens des réseaux plutôt qu'individualistes méthodologiques ; structuralistes plutôt qu'interactionnistes. Mais opter simplement pour un autre cadre qui n'offre pas plus d'universalité et ne saisit qu'une tranche particulière de la réalité ne peut être la solution. Des découvertes de ces autres angles d'approche sont, en réalité, intégrées sans hésiter aux pratiques habituelles de modélisation en sciences économiques ... Tous ces fossés peuvent être comblés en considérant la science économique comme une collection de modèles et un système pour nous frayer un chemin parmi eux » (Rodrik – op. cité :

pages 175-176). Et ce sont ces mêmes économistes « scientifiques » qui nous obligent à penser comme eux, eux qui savent faire les choix des modèles, eux qui ont toujours raison, même quand la réalité les rattrape ... **Mais, zut ! C'était le « mauvais » modèle ! Tous ces traitements « scientifiques » véhiculent une idéologie de l'efficacité ; à partir de raisonnements fallacieux qui postulent cette efficacité. Car les modèles ne sont « justes » que dans leur cadre précis, avec tout un ensemble d'hypothèses qui sont au mieux réductrices, au pire des tricheries » ; (voir les exemples de modèles qui foisonnent en médecine ... avec le Covid 19). « Ils ne peuvent jamais « prouver » la supériorité du système capitaliste. C'est pourtant au nom de cette supériorité qu'on oblige les peuples à se plier aux exigences des marchés. » (Et du confinement) !**

« Paul Jorion fait une analyse complète de tous ces discours en soulignant notamment : « La « science » économique est un discours dogmatique dont l'usage est d'être invoqué par les financiers pour opacifier les débats autour de la chose économique ... La « science » économique est fondée sur des postulats, c'est-à-dire sur des hypothèses que nul ne songe à tester, et qui oblitèrent les questions fondamentales, notamment : quelles sont les formes de propriété, de quelle manière la richesse créée est redistribuée, quels sont les rapports de force existant au sein de l'économie, et où vont-ils se nicher ? ».

Mais ces critiques, c'est encore trop pour les libéraux. Et l'idéologie impériale actuelle déplace le débat sur le terrain non seulement des « tests » que des trublions pourraient réaliser avec les big data, mais sur ces dernières. Avec une fin de non-recevoir qui s'adresse aux lanceurs d'alertes, aux journalistes trop curieux, aux auteurs contestant le pouvoir du capital sur la planète. L'Union Européenne, suivant en cela comme un toutou bien sage son maître américain, met en place toute une législation concernant l'accès et l'usage des données relatives aux firmes (voir la directive européenne sur le RGPD – i.e. le Règlement Général sur la Protection des Données ; et la transposition de la directive européenne sur le secret des affaires). **Le monde « occidental » n'a plus rien à envier au contrôle du peuple chinois par ses gouvernants.**

Données collectées, mais surtout données confisquées, données tronquées, données manipulées ... l'éventail aux mains des groupes est vaste. De quoi ont-ils peur ? ».

Des « rêves » ou du « vent » qu'ils vendent aux classes moyennes mondiales chères à Cotta ? **De la réalité d'une domination qui deviendrait par trop visible ? De la réalité elle-même, qui conduit le monde à sa perte ?**

Des réponses sont possibles mais délicates, car les marxistes ont toujours eu des difficultés à poser la question de l'internationalisation du rapport social capitaliste. Ou ils se positionnaient dans le moule des Etats (écoles de la régulation, avec des modèles à suivre – modèle américain, modèle japonais, modèle allemand ... ; ou écoles de la dévalorisation du capital, l'Etat se mettant sous certaines modalités aux ordres des capitalistes), ou ils suivaient la conquête mondiale des firmes capitalistes, avec le jeu des groupes. Dans tous les cas, la mondialisation du rapport capitaliste n'était pas assumée. C'est bien là le problème, il est vrai

difficile à analyser. Nous nous y sommes essayé dans notre thèse soutenue en 1984 sur l'internalisation de la filière textile, avec un schéma qui dépassait ces options. Et pourtant, nous n'étions que dans les prémises de la véritable mondialisation. Cette dernière, qui a cours depuis l'entrée de la Chine et de divers autres pays dans le concert capitaliste, nous a obligé à rectifier quelques points de notre travail initial. Mais sur le fond, nous maintenons notre analyse, à savoir que le capitalisme nous mène à un monde à la « Orwell », de plus en plus traversé par des crises économiques, sociales, écologiques ... **Pour la simple raison, et la mondialisation n'y change rien, que le rapport capitaliste est dès l'origine contradictoire ; et que ces contradictions ne feront que s'accroître. Dès lors, se pose la question de la « mort » du système capitaliste comme système économique.**

Et l'interrogation centrale devient celle de la nature de l'impérialisme, au regard du fonctionnement des rapports sociaux.

Allons-nous avoir d'un côté les individus aux postes de commande de l'oligarchie mondiale, superbement isolé avec une clique de serviteurs rappelant les monarchies ? Et de l'autre côté une immense cohorte d'individus ayant de plus en plus de difficultés à vivre, le travail se raréfiant sous l'impact de l'évolution des forces productives, qui remplacent de plus en plus le travail par les machines/robots.

Il est même possible d'imaginer nos oligarques capitalistes dans de somptueuses demeures soigneusement isolées et protégées du reste du monde, les services à leur personne étant assurée par une armée de robots, cirant leurs chaussures, servant les meilleurs plats, entretenant le domaine, obéissant aux moindres désirs de leurs propriétaires. Belle perspective d'une socialisation désincarnée. Et que faire du reste de la population ? Qui devra se contenter d'une distribution planifiée (ironie de l'aboutissement « capitaliste ») des biens et services produits par d'autres catégories de robots « laborieux », dans le cadre des décisions prises par ladite oligarchie. La perspective n'est pas si lointaine. **A condition que ce « reste de la population » accepte les conditions de vie « à la Cotta » qui lui sont proposées ; dans le cadre d'une uniformisation des relations sociales, géographiquement partagées.**

Le tout est de savoir si une telle uniformisation est possible, dans le cadre d'une planète qui vit déjà au-dessus de ses moyens.

Par ailleurs, autant la capacité de quelques centaines de milliers d'oligarques à organiser - à minima et sur ce seul point - leur domination sur la planète est envisageable, autant la mise « à la norme mondiale » du modèle « oligarque » du reste de la population mondiale est problématique.

Or les deux éléments sont indissociables, car il en va de la reproduction du rapport capitaliste de ce nouvel impérialisme. Que deviennent en effet les espaces de liberté des individus et des choix devant rester « autonomes », sous l'égide du « marché ; et des transformations induites par le système quant au pouvoir des oligarques les uns par rapport aux autres, sous l'égide de la « concurrence » ?

En d'autres termes, quelle société mondiale est en capacité de réduire ses multiples diversités à la norme impérialiste ? De très nombreux ouvrages s'y essaient ; sans convaincre.

Revenons à l'hypercapitalisme selon Cotta, protecteur des hyperriches. Cet ouvrage a un immense intérêt : baliser les questions que nous venons d'évoquer. Ce qui permettra d'apporter nos réponses, et de faire le point.

Sur des erreurs factuelles qui « arrangent » bien les raisonnements fallacieux de Cotta, notamment sur la domination occidentale dans le domaine financier (voir Cotta : pages 31 et suivantes). Les données que nous avons réunies sont claires : la capitalisation des groupes financiers atteint 2 786 Mds \$ fin 2016 pour les USA, contre 1 498 Mds \$ pour la zone Chine ; la zone Euro ne fait que 584 Mds \$ et les autres pays d'Europe (y compris le Royaume-Uni) 746 Mds \$: il n'y a aucune suprématie écrasante ; les actifs détenus par ces mêmes groupes financiers sont respectivement en 2016 de 13 291 Mds \$ pour les USA, 17 314 Mds \$ pour la Zone Chine, 14 994 Mds \$ pour la zone Euro et 10 127 Mds \$ pour les autres pays d'Europe. Les fonds d'investissements et les fonds souverains ne changent pas cette donne : la Chine et Hong-Kong disposent d'importants fonds souverains (aussi bien des fonds d'investissements que des fonds sociaux - voir l'annexe 12). En outre, la Chine est le principal créancier des Etats-Unis : sur 21 200 Mds \$ de dette totale à fin juin 2018 (dont 5 700 Mds d'emprunts d'Etat, le reste des collectivités publiques), la Chine en détient 1 200 Mds \$. Et l'économie « mondiale de la dette » est en train de détruire la suprématie du \$; nous ne sommes plus avant la première guerre mondiale avec la suprématie de la £ ; et nous ne sommes plus à la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque les Etats-Unis avaient imposé la suprématie du \$. D'ailleurs, la Chine met en place des instruments permettant de se passer du \$ (et d'éviter les sanctions financières imposées par les Etats-Unis à de nombreux Etats) sur certains marchés internationaux (comme le pétro-yuan). Quant à l'économie réelle et aux oligopoles mondiaux qui se constituent aussi bien en « capitalisme d'entreprise » qu'en « capitalisme d'Etat », l'ensemble de nos annexes montrent une montée en puissance des groupes de la zone chinoise, et dans plusieurs domaines industriels, une domination suite à la mondialisation.

Enfin, sur l'annexe de Cotta (pages 199-200) mettant en relation la sphère réelle « keynésienne » (accumulation d'actifs réels) et la thésaurisation « monétariste » (accumulation d'actifs financiers), il suffit de le renvoyer à ses études, car « si depuis l'avènement de l'âge digital, privilégiant de plus en plus l'information à l'énergie ... l'importance comparée du « capital réel » (200 trillions \$, est inférieure à celle) du capital financier (300 trillion \$) » (pages 199-200), ceci tient davantage à la spéculation qui conduit aux crises du capitalisme qu'aux « valeurs » des groupes (voir les écarts entre les valorisations boursières et les fonds propres des groupes mondiaux dans nos annexes, en soulignant que les groupes financiers sont ceux dont l'écart entre la valorisation « réelle » et la valorisation « boursière » est la plus faible). Mais de tout cela, Cotta n'a cure.

Pour les besoins de sa cause, Cotta ne voit en effet d'abord que des risques de guerres entre les « deux capitalismes » (voir son chapitre 3 pages 53 à 78), pour mieux nous convaincre d'une solution « irénique » en faveur des hyperriches (pages 81 à 92), dans un monde sans classe suite à la convergence des structures sociales dans les deux capitalismes (pages 93 à 121) ; ce qui lui permet d'enterrer le marxisme, malgré quelques accidents de parcours possibles (« sans grande importance », comme l'instabilité économique ; les désordres sociaux tenants aux inégalités sociales, au chômage ; et les pressions démographiques : pages 122 à 154). Quelle est en fait son « argumentation » ?

Les risques de guerre opposent pour Cotta deux capitalismes : un capitalisme d'entreprises et un capitalisme d'Etat ; seul point sur lequel nous sommes en accord : l'opposition actuelle (et non la guerre) entre deux impérialismes : américain et chinois. Pour le reste, Cotta nous offre banalités et assertions sans démonstration.

Prenons la nature des guerres : elles peuvent être idéologiques (la bonne vieille opposition entre libéralisme et démocratie d'un côté, planification et régime autoritaire voire dictatorial de l'autre) ; ou se situer au niveau des entreprises : les groupes liés au capitalisme d'Etat ont utilisé la mondialisation actuelle pour chasser les groupes appartenant au capitalisme d'entreprises qui cherchaient à obtenir des avantages de la mondialisation : sur ce plan, Cotta admet la prééminence des groupes d'Etat dans les activités « délocalisées », et même dans les activités digitales, mais la refuse dans les activités financières (voir ci-dessus). Il souligne que les groupes du capitalisme d'entreprises ont un handicap : faire intervenir leurs Etats pour les protéger des groupes du capitalisme d'Etat serait contradictoire ; et leurs dirigeants perdraient du pouvoir à l'égard des politiques de leur camp. Passons sur les autres guerres où les deux impérialismes disposent d'atouts neutralisant leur efficacité (guerre des services secrets, guerre cybernétique, guerre asymétrique : piratage, fake news ...) ou rendant leur usage impossible, même limité (guerre nucléaire).

Rien de bien neuf dans tout ce fatras. La suite est plus intéressante, car les groupes et les Etats doivent tendre vers une « réconciliation fusionnelle » (page 81), seule solution à un avenir « irénique » de la mondialisation.

En avant pour la convergence : « La dernière révolution technique, celle d'un âge digital, déjà mère de l'intelligence artificielle, de la robotique et du transhumanisme biologique, devrait s'accompagner, comme les deux révolutions précédentes, d'une concentration progressive conduisant à des oligopoles sectoriels devenus stables après que la concurrence a épuisé ses effets favorables pour ses vainqueurs. Certes, les entreprises restantes seront pour certaines « privées » et pour d'autres « publiques ». Mais cette distinction sera de plus en plus impure. Les entreprises privées obtiendront de leur Etat d'origine le concours qu'elles estiment – à juste titre – nécessaire pour survivre dans un ensemble restreint. Et les entreprises publiques, adaptant les modes de gestion privés, devront donc se débarrasser du poids des contraintes étatiques. Les oligopoles mondiaux finiront un jour par se composer d'un petit nombre d'entreprises au statut juridique faussement formel, chacune ayant des relations permanentes avec son Etat d'origine, et

avec tous les autres, quelle que soit leur obéissance. Ainsi, leur caractère privé ou public n'ayant plus d'effet sur leurs modes de gestion, pas plus que sur leurs deux objectifs communs, le profit et la croissance, les seules différences sensibles se limiteront à celles des modalités de la dévolution de leurs gains et de leurs pertes » (Cotta – pages 82 et 83).

Magnifique : tous les oligopoles sont beaux et gentils. Et en plus, ils sont stables, de surcroît au niveau mondial cette fois. Car Cotta est un habitué de ces vieilles lunes théoriques (voir note 52 de notre seconde partie). Il oublie néanmoins quelques détails qu'il est indispensable de lui rappeler (voir également notre seconde partie consacrée aux thèses marxistes) :

- la tendance à la concentration des firmes dans le système capitaliste est due à Marx ;*
- la constitution d'oligopoles a été mise en évidence à l'époque de la première mondialisation par Lénine, dans son ouvrage sur l'impérialisme ;*
- ces oligopoles ne sont pas du tout stables dans chaque pays (c'est d'ailleurs le seul intérêt de la théorie des jeux que de démontrer diverses stratégies remettant en question les équilibres qui existaient à un moment donné) ;*
- cette instabilité tient fondamentalement aux conditions de reproduction de chaque capital dans une économie de marché, qui fonctionne de manière libérale avec de la concurrence.*

Alors, de deux choses l'une :

- ou Cotta milite pour une planification mondiale organisée par les oligopoles, avec la complicité nécessaire des Etats « libéraux » et « communistes » ; ce qui est non seulement un contresens mais surtout une bêtise sans nom. **En effet, la mise en place d'une planification pour plusieurs milliards d'habitants ne peut être obtenue que dans un système totalitaire**, et non selon les vœux d'un Cotta prônant la « mixité institutionnelle des entreprises et des Etats-Nations », accompagnée d'un « aménagement de la concurrence mondiale » et d'une « régulation, notamment financière, plurinationale et mondiale ». Les contenus donnés à ces termes par Cotta sont d'un « flou » qui arrange bien le manque de fond : « le degré et les domaines privilégiés dans la mondialisation évolueront sous l'influence d'une négociation permanente entre deux oligarchies, d'entreprises et d'Etat, économiques et politiques, sujettes toutes deux à un renouvellement sporadique, et de nature différente, plus méritocratique pour l'une que pour l'autre » (page 91). **Petites questions annexes : la négociation prévoit le partage du monde, et sur quels critères ? la concurrence n'existe plus ? les milliards de « crétins » du monde obéissent le doigt sur la couture du pantalon, non seulement pour produire ce que les puissants leur demandent, mais aussi consommer ce que ces mêmes puissants veulent bien leur laisser, là aussi, sans discuter ?** Cotta a une bien piètre opinion de l'humanité : ses références à Mark Zuckerberg, le saint homme de Facebook, l'attestent : « La naissance d'un gouvernement mondial est attendue par tous les pères de la révolution digitale. « Le progrès nécessite que l'humanité ne se rassemble pas simplement en grandes cités ou en nations, mais en une communauté globale sous*

l'égide (bien évidemment récompensée par leur concours actif) des entreprises les plus récentes, digitales, construites pour accomplir une mission universelle » (Zuckerberg) » (26). Amen.

*- ou **Cotta maintient les espaces de liberté des économies de marché, et passe à la trappe les rapports de classes** au profit d'une « trinité » fondée sur le mérite et le « gagnant/gagnant », sous le contrôle des hyperriches. Sur ce plan, la notion de liberté ressort davantage du choix que les hyperriches offrent (à prendre ou à laisser) aux deux autres catégories sociales construites à cet effet. Pour Cotta, avec l'avènement du capitalisme, la trinité du monde féodal (aristocratie, paysannerie et corps intermédiaires composés de commerçants, artisans ...) fait « place à l'opposition entre les propriétaires des moyens de production, incluant la vieille aristocratie terrienne, et les prolétaires, nouveaux esclaves, limités à l'usage de leurs muscles et de leur habileté professionnelle ... Avec l'actuelle mondialisation, un changement profond de la hiérarchie sociale s'opère. Le dualisme des débuts de la révolution industrielle ne s'étend pas à tout l'espace mondial. La séparation fondée sur l'existence ou non de la propriété cède le pas à l'avènement d'une nouvelle trinité. Le rôle discriminant de la propriété s'efface lentement au profit du pouvoir dont l'origine est de moins en moins militaire, non plus uniquement liée à la possession et à l'usage des armes ou de toute autre richesse matérielle, terre comprise, mais à la nécessité d'assurer un ordre économique, lui-même condition nécessaire de l'ordre social. Et qui dit détention d'un pouvoir, dit liberté et récompense. Et absence de pouvoir, dépendance et résignation ... La détention du pouvoir fonde une nouvelle « royauté » qui ... permet à ses heureux détenteurs d'accumuler des hyperrichesses, conformes à l'hypercapitalisme dont ils conduisent l'évolution. Simultanément, la révolution digitale qui se réalise à travers la mondialisation exclut du circuit marchand tous ceux qui, pour des raisons diverses, sont inaptes à y participer. Entre ces deux catégories sociales, tous les individus à qui la mondialisation offre l'occasion d'accroître leur niveau de vie et leur confort sans pour autant qu'ils puissent accéder à l'hyperrichesse. » (Cotta – pages 94-95).*

Par suite, les « hyperriches se composent de tous ceux qui déterminent très directement le processus de cette mondialisation révolutionnaire, soit les dirigeants des entreprises, réelles et financières, et ceux qui gouvernent les quelques dizaines de nations qui se partagent l'espace mondial. Les premiers, mandataires de l'économie, et les seconds du politique, possèdent des pouvoirs qui expliquent ... la constitution d'une hyperrichesse ... ; (ce qui conduit à des inégalités, non pas liées à la propriété des moyens de production, mais) à la détention et l'exercice du pouvoir par des individus qui les ont acquis par leur travail, leur habileté et leur intelligence, et non par leur droit de propriété » (Cotta – pages 95 à 97).

Cotta se trompe non seulement sur l'origine du pouvoir des hyperriches mais aussi et surtout sur l'inertie qu'il croit « intéressée » de la classe moyenne mondiale. Baverez montre en effet que c'est le mépris envers cette classe moyenne qui conduit directement au « plus grand péril qu'affrontent les démocraties » : « le populisme désigne des mouvements contestataires, conduits par des chefs

charismatiques, qui se saisissent du désarroi créé par les grands bouleversements historiques pour dresser le peuple contre les élites et exacerber les passions identitaires. Face à des situations complexes, leur séduction repose sur l'exaltation d'idées aussi simples que fausses : le protectionnisme, le nationalisme et la xénophobie. Le moment populiste voit ainsi le laos, plèbe inorganisée, prendre sa revanche sur le demos, peuple constitué politiquement par des citoyens libres. Les raisons de l'onde de choc populiste au sein du monde occidental sont connues. Elles mêlent la stagnation des revenus d'une large partie de la population, la montée de la pauvreté et des inégalités à la suite du krach de 2008, la peur devant la révolution numérique qui redessine les entreprises et les emplois, les nouvelles possibilités de manipulation des masses offertes par les réseaux sociaux, la remontée de l'insécurité intérieure et extérieure. À l'atomisation des individus répond la crise de la représentation politique, confisquée par une minorité du corps électoral » (Baverez – pages 71-72).

Cotta est donc à côté de la plaque. Même s'il ne s'agit plus de pain et de brioche, il ne faut pas croire que la classe moyenne va se cantonner à consommer de l'immatériel (qui ne coûte pas bien cher aux hyperriches) et s'abandonner à des idoles elles-mêmes constamment renouvelées et jetables. Surtout qu'il faudra toujours produire et consommer des biens matériels. Et sur ce plan, Cotta n'indique absolument pas comment les oligopoles vont se débrouiller :

- pour répartir entre eux la production des biens matériels et de leurs services associés ;*
- pour décider quels seront les moyens (matières, main d'œuvre ou robots ...) qui seront affectés à chaque oligopole pour cette production ;*
- pour décider en fonction de ces deux contraintes comment vont être définis les profits et la répartition des profits entre oligopoles, et au sein de chaque oligopole ?*
- pour décider comment seront affectés les biens et services entre les individus qui forment cette multitude qu'est la « classe moyenne » ? Question d'autant plus cruciale que les robots auront en grande partie remplacé les hommes au travail, et que dès lors la question de la répartition se pose. Jusqu'à présent, le travail donnait accès à un revenu qui impliquait une répartition liée à la place de chacun dans la division du travail. Si les « robots » produisent l'essentiel des biens matériels et services associés, l'essentiel des revenus disparaît dans le même mouvement ; et donc disparaissent les clés de la répartition des biens et services associés entre les membres de la « multitude ». Qui plus est, il n'y aurait plus le choix pour chacun de consommer tel ou tel bien et service ; les « communistes » ont vécu cette impossibilité de faire correspondre l'offre et la demande dans un cadre planifié. Cotta veut-il y revenir ? Et de quel droit les « décideurs » m'imposeraient telle consommation plutôt que telle autre ? Ceci valant pour chaque consommateur !*

Car il ne suffit pas d'affirmer que le « dynamisme (de l'hypercapitalisme) mondial naît de l'exercice d'un pouvoir de plus en plus composite réunissant les décideurs stratégiques, économiques, politiques et sociaux disposant aujourd'hui de tous les moyens pour persuader (sic) une population mondiale des bienfaits du capitalisme triomphant transformant le monde en une nation hétérogène, sans Etat ni représentants directs mais en définitive stable » (Cotta – page 119).

Autant de pétitions de principe auxquelles Cotta n'apporte aucune réponse ; et pour cause, il est dans l'impossibilité théorique et pratique d'y répondre.

Quant à l'origine des hyperriches, Cotta nous récite la fable du mérite, qui ne repose sur aucune validation. Quelques remarques néanmoins à destination de Cotta : dans les secteurs « neufs », il est « normal » que le capitalisme actuel ne mette pas en avant les « héritiers », pour la simple raison qu'il n'y en a pas encore (les fortunes sont récentes, et très aléatoires). En revanche, dans la majeure partie des cas, les grandes fortunes anciennement établies sont connues ; et les groupes familiaux demeurent largement majoritaires. Quant aux « exclus », ils doivent correspondre aux « fainéants » de Macron ou à d'irréductibles individus imperméables aux joies de la nouvelle économie.

Pourtant, tout n'est pas « rose » dans le monde de Cotta. Il prévoit même des incidents de parcours avant d'arriver à un hypercapitalisme tranquille.

Premier incident « possible » : une crise comme en 1929. Mais « cette menace ... paraît relever d'une angoisse pathologique partagée par de plus en plus d'individus en dépit d'un niveau de vie élevé ..., **sans doute alimenté par ceux qui en tirent parti, à commencer par les professionnels de l'angoisse et de la spéculation (ça ne vous rappelle rien ?).** Une crise systémique mondiale paraît désormais fort improbable ... (du fait des) effets défensifs, mondialisés aussi, de la révolution keynésienne. Non dans l'adoption de la politique économique préconisée par Keynes, mais dans l'accumulation des moyens aptes à maîtriser l'évolution à court terme des économies nationales et à les prévoir ... Que les deux capitalismes actuels cèdent à la concurrence et usent, comme naguère, des dévaluations et autres mesures protectionnistes d'envergure, est une éventualité très peu envisageable ... Une guerre de même nature est exclue entre les entreprises qui pourraient y avoir recours. Les multinationales, condamnées à devenir mondiales une fois passé le temps d'une concurrence de « bon aloi », finissent toujours par donner naissance à des oligopoles au nombre de survivants très réduit qui sont eux-mêmes inexorablement attirés par un état de stabilité excluant la mort de l'un d'entre eux, à moins qu'elle ne soit de maladie incurable ... (Enfin) **le déclenchement d'une éventuelle crise systémique aurait lieu, comme toujours, dans les domaines monétaires et financiers. Or ... les interventions désormais coordonnées des Etats supplantent partout, se substituent même presque totalement à celles des entreprises, fussent-elles mondiales, et à leurs oligopoles, structurés ou non »** (pages 126-128).

Manifestement, Cotta doit être aveugle sur la situation mondiale, avec la guerre commerciale enclenchée par les Etats-Unis, non seulement avec la Chine, mais également avec ses partenaires européens ; sans oublier toutes les mesures prises d'embargos dans le commerce avec certains pays, sous des prétextes aussi divers que fallacieux. Il ne doit pas avoir les mêmes statistiques que nous s'agissant des capacités d'intervention dites « keynésiennes » des Etats, tous plus endettés les uns que les autres. Seule la création monétaire des banques centrales et les taux d'intérêts réels négatifs peuvent encore entretenir l'illusion que mettre du carburant dans la machine capitaliste est une solution durable ... Pour encore combien de temps ? Quant aux entreprises, il suffit de voir les différences de « performances » sectorielles pour se convaincre que tel ou tel oligopole n'a aucun intérêt à maintenir un statu quo qui lui est défavorable. Mais tout cela relève probablement de notre angoisse pathologique !

Second incident possible : les désordres sociaux liés aux inégalités, au chômage et aux pressions démographiques. Pas de souci ; Cotta a la solution : « aux inégalités croissantes devenues considérables, les remèdes sont presque identiques, et ce, dans les deux capitalismes. Ils se réduisent, en fait, à en limiter les effets quotidiens en assurant aux moins bien lotis de quoi les dissuader de manifester la précarité de leur sort » (page 134). Pour le chômage : « Le remède est donc simple : éviter que cette condition ne prévaille pas dans l'absolu et même dans le relatif, en permettant au chômeur de continuer à vivre certes de façon très précaire, néanmoins selon des normes sociales voisines de celles de la population active » (page 139). **Beaucoup de répression pour les fauteurs de troubles, et pour les exclus « gentils », un peu de pain ; tout de même pas de la brioche.** Macron pense d'ailleurs sérieusement diminuer les indemnités chômage au fil du temps pour « inciter » les exclus à trouver du travail. A l'époque de la révolution industrielle, la solution était un peu plus expéditive : on pendait les pauvres errants dans les campagnes s'ils ne voulaient pas aller travailler pour une bouchée de pain dans les manufactures. **Avec Cotta et Macron, on sera prié de mourir discrètement.**

Troisième et dernier incident : les pressions démographiques. Ici, « les dirigeants politiques ont un dernier écueil à éviter : des flux migratoires plus ou moins mal reçus par les populations des espaces d'accueil. (Car) les différences de niveau de vie, en l'occurrence des salaires entre les espaces d'émigration et d'immigration, constituent un facteur de désordre social éventuel presque supérieur à celui du chômage ... (Il faut donc réduire) par tous les moyens le volume de l'émigration ... (en agissant) sur les évolutions démographiques des nations concernées en réduisant les écarts de reproduction (des populations, et surtout sur la) réduction des écarts de développement qui sont à l'origine des flux migratoires, donc à aider les pays d'émigration à prendre enfin la voie d'une croissance à long terme » (pages 149-152). Cotta s'essaie à copier Malthus ; **mais il feint d'ignorer la véritable cause du sous-développement de la plupart des pays concernés : après la colonisation, le pillage de leurs ressources naturelles (pétrole, mines ...) et l'usage de leurs terres pour les cultures de rente, agricoles (cacao, café, huile de palme, soja ...) ou industrielles (coton, bois ...).** Patience : dès que l'hyper capitalisme mondial sera enfin établi, tout sera réglé.

En fait, **Cotta nous présente un monde de bisounours, pour nous faire oublier les luttes de classes**, alors même que Buffet affirmait sur CNN en 2005 : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner ».

Avec une montée des inégalités et des patrimoines qui n'a eu que peu de précédents dans l'histoire capitaliste, comme le démontre Piketty (*Le capital au XXI^e siècle*. Seuil – 2013). Pourtant, **si nous partageons sans difficulté le diagnostic, la solution au problème ne peut se situer dans la modernisation de l'Etat social et l'adaptation du modèle fiscal** ; Piketty se situe encore dans le monde des régulationnistes où chaque pays a encore son mot à dire. A l'époque de la mondialisation, il reconnaît par contre que « pour réguler le capitalisme patrimonial mondialisé du XXI^{ème} siècle, il ne suffit pas de repenser le modèle fiscal et social du XX^{ème} siècle et de l'adapter au monde d'aujourd'hui » (page 835). Mais alors, comment concilier avec cette mondialisation les deux institutions qui doivent continuer de jouer un rôle central : l'Etat social et l'impôt progressif sur le revenu ; et surtout, comment la démocratie peut reprendre le contrôle du capitalisme globalisé ?

Piketty propose un impôt mondial sur le capital, mais pour affirmer aussitôt (pages 836) que c'est une « utopie : on imagine mal à brève échéance l'ensemble des nations du monde s'accorder sur la mise en place, établir un barème d'imposition s'appliquant à toutes les fortunes de la planète, puis répartir harmonieusement les recettes entre les pays ». Nous n'allons pas être plus royaliste que Piketty : c'est non seulement une utopie, mais elle n'offre aucun autre intérêt que de valider une forme de régulation du capitalisme, en permettant d'éliminer ce qu'il considère être la contradiction centrale du capital : « $r > g$ » : « l'inégalité « $r > g$ » implique que les patrimoines issus du passé se recapitalisent plus vite que le rythme de progression de la production et des salaires ... L'entrepreneur tend inévitablement à se transformer en rentier, et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué, le capital se reproduit tout seul, plus vite que ne s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir ».

De fait, Piketty a une vision réifiée du capital ; ce dernier n'est pas une simple somme d'argent pouvant être investie et rapporter « comme cela » un rendement financier. **Le capital est un rapport social, et ceux « qui ne possèdent que leur travail » sont exploités par une classe capitaliste qui en veut toujours plus.**

D'ailleurs son utopie est battue en brèche dès le niveau d'imposition des groupes : il ne semble pas voir qu'il existe de multiples stratégies d'optimisation fiscale (il parle pourtant dans son ouvrage de l'importance prise par les revenus du capital et par le fait qu'ils échappent largement au barème progressif – sans compter les revenus dissimulés dans les paradis fiscaux), stratégies favorisées par divers Etats qui se font concurrence pour attirer ces mêmes groupes (voir Piketty – page 799). Sans oublier les dissimulations de patrimoines, avec une absence totale de transparence démocratique et financière (voir les diverses crises financières depuis les années 2000). Mieux vaut donc oublier Piketty, qui parle de l'Oréal et de son héritière, mais qui ne dit rien sur les paradis fiscaux

belges, néerlandais, luxembourgeois ... ; ce dernier ayant été mis en œuvre par Jean-Claude Juncker, devenu Président de la Commission Européenne. Et c'est à ce type de personnage qu'il veut confier la création d'un impôt mondial sur le capital ; c'est une blague luxembourgeoise. N'insistons pas. **Piketty veut s'attaquer – comme tous les réformistes régulationnistes – aux conséquences de l'exploitation, pour redistribuer un peu aux gueux de la mondialisation. Ce qui évite de parler des causes. Et surtout de l'impasse dans laquelle nous conduit la mondialisation du capitalisme.**

Cette impasse peut nous mener au déclenchement de guerres impériales. Quoique cette issue soit la moins probable, elle n'est pas à exclure. Certains dirigeants de la planète ont des comportements belliqueux (et il ne s'agit pas de la partie étatique du capitalisme mondialisé) et retrouvent des accents guerriers dignes du XX^{ème} siècle.

Surtout, une issue se profile à l'horizon : **toutes les données réunies montrent que 1929 remet le couvert.** Déjà la guerre commerciale est déclenchée entre les Etats-Unis, la Chine, l'Union Européenne ... Des barrières entre pays se remettent en place, concernant surtout les hommes (Etats-Unis/Mexique ; Union Européenne/Afrique ...). Des écarts de plus en plus importants se forment entre l'économie réelle, d'ailleurs de plus en plus contrôlée par quelques oligopoles sectoriels, et les économies virtuelles et financières. Une tendance à la baisse du taux de profit se fait jour. L'endettement mondial empêche de plus en plus les marges de manœuvre des groupes, des Etats et des particuliers : l'économie mondiale de la dette est arrivée à sa limite. Malgré l'étalement des richesses, la pauvreté s'intensifie pour la majeure partie des populations. Le chômage s'accroît, malgré les cache-sexes que constituent les « petits boulots mal payés », les auto-entrepreneurs prolétarisés, le maintien de secteurs informels dans de nombreuses parties du monde. Les ressources de la planète s'épuisent et les catastrophes climatiques se généralisent. Les derniers progrès des sciences et des techniques conduisent à une alinéation sans précédent de l'humanité (connectivités manipulées) au profit de groupes qui prétendent diriger le monde dans tous les domaines. Et alors que ces mêmes progrès (robots, automatisation ...) devraient permettre de libérer l'homme du travail, les conditions de travail (stress, intensité ...) ne se sont jamais autant dégradées sous le culte de la performance, de l'efficacité ...

Notre travail a mis en lumière tous ces aspects, souvent éparpillés sans logique globale. **La logique, c'est l'exploitation du travail par le capital, comme rapport social se généralisant au monde.**

Il est grand temps de changer ce rapport social. Nous aurions alors une issue par le haut : l'évolution des forces productives (maintenant bridées par les rapports de propriété et de production capitalistes) conduit à une modification radicale des rapports sociaux de production. ».

Désolé pour ce long rappel. Il n'est pas dans nos habitudes de nous citer. Mais trop de bêtises ont été écrites depuis le début du « Covid 19 », et il faut revenir à l'essentiel, à la lutte des classes, que les principaux acteurs (groupes, Etats, organisations de toute nature) veulent occulter (quitte à évoquer des « théories du complot », comme Trump ...). **Dans leur trouille de l'après ... Car nous allons demander des comptes dès la fin du confinement. Le peuple en a les moyens.**

Les économistes ont été particulièrement sollicités depuis quelques mois. Afin qu'ils nous fassent part de leur pensée lumineuse, suite aux évènements qui ont secoué la planète, et bien évidemment la France. Nous avons déjà fait une première présentation des impacts de la crise dans l'article 333 de notre blog « richessem eklablog.com ».

Depuis cet article, nous avons actualisé les informations – notamment sur les capitalisations boursières – en reprenant les 1 500 premiers groupes de la planète financière, à la date du 24 avril 2020. L'intérêt de cette actualisation est double :

- d'une part, avec l'étendue même des groupes recensés ; l'impact sur le classement des groupes a été modifié, les évolutions boursières n'entraînant cependant que des modifications à la marge du cumul des sociétés pour chaque groupe ci-dessous, les tendances étant identiques ;
- d'autre part, avec la réaction de la finance mondiale suite aux nombreuses décisions gouvernementales en faveur d'un « traitement » qui se veut radical pour faire garder la tête hors de l'eau de cette finance.

La situation au 24 avril 2020 est la suivante (voir les tableaux ci-après), qu'il est indispensable de comparer à la situation à la date du 20 mars 2020.

Il faut d'abord noter, concernant le classement des 100 premiers groupes, qu'entre les deux dates de 2020, nous retrouvons 95 groupes identiques, avec des modifications mineures. Par exemple, les dix premiers groupes restent inchangés ; les transferts entre les 11 et 50^{ème} groupes sont limités, et aucun des 50 premiers groupes ne manque à l'appel des 100 groupes.

Une masse considérable d'argent qui s'était « envolée » au plus fort de la crise (environ 5 140 Mds \$ pour les 100 groupes entre le 20 mars 2020 et le 31 décembre 2019) a donc regagné le bercail de la spéculation vers la fin avril (nous sommes à un peu moins de 1 680 milliards d'écart pour ces mêmes 100 groupes entre le 24 avril 2020 et le 31 décembre 2019). Et bien évidemment, une grande partie de cet argent est fictif, à la baisse comme à la remontée, car il faut tenir compte du nombre de transactions observées. A la baisse, il est fictif dans la mesure où il s'agissait de gains potentiels par rapport à la valeur d'acquisition des titres (cette valeur pouvant être nettement inférieure à la valeur de revente, même « soldée ») ; à la hausse, car le regain des valeurs boursières ne concerne souvent qu'un nombre faible de titres échangés.

Capitalisation boursière groupes	en millions US \$					en %du total					Variations 2020/2019	
	2016	2017	2018	2019	24/04/20	2016	2017	2018	2019	24/04/20	en M US \$	en %
10 premiers groupes	3 703 558	5 462 546	5 190 631	7 233 962	7 461 018	9,1%	10,5%	11,3%	11,9%	14,5%	227 056	3,1%
25 premiers groupes	6 580 725	9 090 366	8 555 489	11 709 863	11 463 826	16,1%	17,5%	18,6%	19,2%	22,2%	-246 037	-2,1%
50 premiers groupes	10 329 035	13 602 754	12 833 161	16 744 455	15 897 595	25,3%	26,2%	27,9%	27,5%	30,9%	-846 860	-5,1%
100 premiers groupes	15 081 595	19 448 749	18 166 621	23 272 302	21 594 420	36,9%	37,5%	39,6%	38,2%	41,9%	-1 677 882	-7,2%
250 premiers groupes	22 263 309	28 281 120	26 046 808	33 615 281	30 418 228	54,4%	54,5%	56,7%	55,2%	59,0%	-3 197 053	-9,5%
500 premiers groupes	29 464 411	37 327 931	33 942 513	43 483 017	38 354 743	72,0%	71,9%	73,9%	71,4%	74,4%	-5 128 274	-11,8%
1 000 premiers groupes	36 740 774	46 619 406	41 798 836	54 269 405	46 948 364	89,8%	89,8%	91,0%	89,2%	91,1%	-7 321 041	-13,5%
les 1 500 groupes (total)	40 902 737	51 888 037	45 921 674	60 861 005	51 527 528	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	-9 333 477	-15,3%

En Millions US \$	2016	2017	2018	2019	20-03-2020	Variations 2020/2019	
						En MUS \$	en %
10 premiers groupes	3 703 558	5 462 546	5 190 631	7 233 962	6 110 223	-1 123 739	-15,5%
25 premiers groupes	6 610 278	9 117 784	8 585 468	11 689 336	9 599 959	-2 089 377	-17,9%
50 premiers groupes	10 321 314	13 598 350	12 824 964	16 657 114	13 372 100	-3 285 014	-19,7%
100 premiers groupes	15 258 853	19 583 085	18 183 345	23 249 093	18 108 426	-5 140 667	-22,1%
250 groupes	23 314 444	29 349 786	26 889 270	34 137 905	25 319 779	-8 818 126	-25,8%

Il n'en reste pas moins vrai que la crise financière est bel et bien là (nous sommes encore à plus de 9 333 Mds \$ de moins pour la capitalisation des 1 500 groupes à fin avril), soit une baisse des capitalisations de plus de 15 % par rapport à décembre 2019 ; et ceci, après les annonces des divers gouvernements libéraux de la planète (Chine comprise) d'apports massifs de liquidités dans le circuit financier, annonces déjà suivies d'effets.

Ainsi, le bilan de la Réserve Fédérale Américaine (FED, l'équivalent de notre Banque Centrale Européenne pour les USA) a vu des « actifs » passer de 4 173 Mds \$ au 31 décembre 2019 à 6 573 Mds \$ au 20 avril 2020, suite à des rachats de titres (de 3 740 Mds \$ à 5 534 Mds \$) ou à l'octroi de facilités de crédits (de 0 à 524 Mds \$) ; de même, la banque centrale européenne s'est engagée à racheter 1 100 Mds € d'actifs ... Sans oublier toutes les mesures « Macron » en faveur des entreprises : financement du chômage partiel (coût actuel de 8,5 Mds € pour le budget + 2 Mds pour l'assurance chômage et 0,25 Mds pour les régions), reports d'impôts et de cotisations sociales (32 Mds € - mais il ne s'agit pas d'un coût de l'Etat pour le moment ; c'est une absence de recettes ... reportée, mais pouvant plomber la dette publique si la garantie est mobilisée), garanties d'emprunts à hauteur de 300 Mds € faits par les banques aux entreprises (mais sans trop de risques pour les deux acteurs, vu les engagements de la BCE sur les rachats d'actifs). Et dire qu'on ne trouvait pas il y a trois mois un milliard € pour pérenniser le système des retraites à la française, et pas un centime pour la modernisation de l'hôpital, la revalorisation des rémunérations des personnels soignants (qu'on attend toujours) ...

Cet afflux (très ciblé) de liquidités dans les économies a eu pour principal effet d'éviter l'aggravation de la crise financière, mais en continuant à alimenter la spéculation sur les titres ; notamment aux USA. Ce qui explique la meilleure tenue des bourses et de certaines valeurs américaines (voir 8 des 10 premiers groupes ci-dessus ; les 2 autres étant chinois). Nous en sommes à « danser sur un volcan ». Nous allons revenir en détail sur les évolutions des valeurs boursières. Globalement, les variations sont les suivantes :

Indices boursiers	31 décembre	+ Haut	+ Bas	Variations + Bas/+Haut		Actuel	Variation Actuel par rapport à :			Variation Actuel (%) par rapport à :		
	2019	2020	2020	Points	en %	4 mai	31/12/2019	+ Haut	+ Bas	31/12/2019	+ Haut	+ Bas
CAC40	5 978	6 111	3 755	-2 356	-38,6%	4 378	-1 600	-1 733	623	-26,8%	-28,4%	16,6%
Dax	13 249	13 789	8 444	-5 345	-38,8%	10 467	-2 782	-3 322	2 023	-21,0%	-24,1%	24,0%
FTSE 100	7 542	7 674	4 994	-2 680	-34,9%	5 754	-1 788	-1 920	760	-23,7%	-25,0%	15,2%
Eurostoxx 50	3 745	3 865	2 386	-1 479	-38,3%	2 816	-929	-1 049	430	-24,8%	-27,1%	18,0%
Dow Jones	28 538	29 551	18 592	-10 959	-37,1%	23 750	-4 788	-5 801	5 158	-16,8%	-19,6%	27,7%
Nasdaq composite	8 972	9 817	6 860	-2 957	-30,1%	8 834	-138	-983	1 974	-1,5%	-10,0%	28,8%
Nikkei 225	23 657	24 084	16 553	-7 531	-31,3%	19 619	-4 038	-4 465	3 066	-17,1%	-18,5%	18,5%

Ainsi, par rapport aux données boursières du 4 mai, toutes les bourses ont regagné de la valorisation par rapport au plus bas 2020 (ce « plus bas » est dans la plupart des cas, à mi-mars 2020) ; mais les « pertes » relativement au 31 décembre 2019 sont loin d'être effacées, à la seule exception du Nasdaq composite (encore légèrement en retrait par rapport à décembre).

Les effets « yo-yo » des bourses demeurent élevés depuis la mi-mars. Ici encore, il est permis de se demander qui achète (ou vend) quoi (le système financier privé, la FED ou la BCE) et à qui ? Nous y reviendrons.

Mais il n'y a pas que la crise financière. La crise économique (de l'économie réelle) est également là : la croissance mondiale est en berne, avec une récession significative à la date du premier trimestre 2020, alors que les mesures de confinement n'ont impacté souvent l'activité qu'à partir du mois de mars.

Le Fonds Monétaire International prévoit ainsi pour l'année 2020 une baisse de la production mondiale à hauteur de -3%, dont -5,9% pour les USA, et de -7,5% pour la zone Euro (-7% pour l'Allemagne, -7,2% en France, -9,1% en Italie ...), et -5,2% au Japon ; de plus, la Chine voit sa croissance en berne (+1,2%).

Le commerce mondial connaîtrait une contraction de 11% en volume, les pays dits « avancés » étant les plus touchés.

Au niveau financier, le FMI indiquait :

- l'épidémie de COVID-19 a porté un coup sans précédent aux marchés financiers mondiaux ;

- les prix des actifs risqués se sont effondrés et les charges d'emprunt se sont envolés, en particulier sur les marchés de crédit à risque. Mais sans donner de statistiques précises.

Pour sa part, l'INSEE (point de conjoncture du 23 avril 2020) souligne qu'au « 23 avril 2020 ... l'économie française fonctionne 35% en-dessous de la « normale » ... Sur le seul champ marchand, la perte est estimée à -41%, et même à -49% en excluant les loyers, composante peu sensible à court terme aux évolutions de l'activité. La consommation des ménages serait quant à elle inférieure de 33% à sa normale. »

L'ampleur de la crise économique se caractérise en définitive par : »

- la baisse du PIB (indicateur officiel, malgré toutes ses imperfections) : moins de productions avec le confinement ; le moteur de la consommation largement en panne, hors alimentation et quelques autres produits ... Les « gens » vont à l'essentiel, et à la proximité.
- la hausse du chômage et un recours massif au chômage partiel, lequel affecte environ 11 millions de salariés en France ; aux Etats-Unis, 26 millions de personnes sont actuellement inscrites à l'assurance chômage.
- certains secteurs proches de la faillite (voir ci-après) ; et d'autres secteurs avec des reculs significatifs d'activité.

La banque de France (in « Point sur la conjoncture française à fin mars 2020 » du 8 avril 2020) dresse le tableau suivant des pertes d'activité en France pour le mois de mars 2020 :

Tableau 1 : Impact de la crise de Covid-19 sur l'activité par branche au mois de mars.

(en %)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Impact sur l'activité lors d'une semaine type de confinement en mars
Agriculture et industrie	15	- 31
Agriculture et industrie agroalimentaire	4	- 6
Énergie, eau, déchets et cokéfaction et raffinage	3	- 15
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 48
Construction	6	- 75
Services marchands	57	- 37
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 65
Services financiers et immobiliers	17	- 12
Autres services marchands	22	- 34
Services non marchands	22	- 9
Total	100	- 32

Et la Banque de France précise que chaque semaine de confinement entraîne une perte de PIB annuel proche de - 1,5%. Nous serions donc déjà à un recul du PIB pour 2020 de 9% !

- l'aggravation de la pauvreté ; avec cependant un élément fondamental pour la sortie de crise hors capitalisme : la multiplication des actions de solidarité entre « les gens ». Macron et ses sbires ne s'y trompent pas : par exemple, la solidarité entre les soignants et les petites mains de la confection qui s'étaient attelées à proposer et à produire des masques en tissus va devoir maintenant passer par les fourches caudines de la certification (avec un coût de 1 000 €) ; conclusion : terminé, face à la « concurrence » des groupes s'approvisionnant à l'importation ou ayant les moyens de certifier leurs masques (Dior, Chanel ...). La solidarité devient également un danger pour cet Etat à la botte des groupes.

- l'accroissement de la dette de tous les acteurs (particuliers, entreprises, Etats).

Difficile de croire dans de telles conditions que les entreprises ne seront pas impactées dans leur activité, et surtout dans leurs résultats. Le secteur aérien est pratiquement en faillite (Warren Buffet vient de déclarer que son holding venait de céder tous les titres qu'il détenait dans ce secteur : courageux, mais pas téméraire, ce Buffet mangeur de marxistes) ; de même que de nombreuses entreprises dans les secteurs des loisirs, de la restauration ..., les politiques ne sachant comment déconfiner après avoir semé un vent de panique dans les populations. L'économie capitaliste est prise à son propre piège. Et l'imbrication des intérêts des multinationales entre les pays accroît la difficulté de gérer une crise où, si l'on touche à un endroit, de multiples réactions « imprévues » en résultent. Trump a dû s'en mordre les doigts à plusieurs reprises, lorsque ses prises de positions pro « USA first » se sont traduites par des reculs boursiers importants pour ses amis capitalistes du Nasdaq ou Dow Jones. Nous en avons une nouvelle preuve avec ce qui se passe le 4 mai au niveau des bourses mondiales.

Revenons donc aux données boursières. Le premier tableau donne l'information pour les 1 500 groupes les plus importants, en sachant qu'il y a des « trous » pour certains groupes en 2016, 2017 et/ou 2018 ; puis le second tableau ne garde que les seuls groupes (1 176 groupes) où la totalité de l'information est disponible pour chaque année. Ce qui permet (ou non) de valider l'approche. Normalement, les cours en bourse reflètent l'espoir d'obtenir pour la suite (après l'achat) soit des profits (sous formes de dividendes), soit des plus-values (à la revente, plus ou moins rapide).

L'analyse des pays et des secteurs permet de cerner les difficultés qui vont se poser à la mondialisation capitaliste à l'issue de la crise.

Capitalisation boursière groupes	en millions US \$					en % du total					Variations 2020/2019	
	2016	2017	2018	2019	24/04/20	2016	2017	2018	2019	24/04/20	en M US \$	en %
Abu Dhabi	15 746	30 415	41 837	55 039	42 579	0,04%	0,06%	0,09%	0,09%	0,08%	-12 460	-22,6%
Afrique du Sud	90 506	125 306	102 763	96 427	45 045	0,22%	0,24%	0,22%	0,16%	0,09%	-51 382	-53,3%
Allemagne	1 350 040	1 686 612	1 321 076	1 829 057	1 433 332	3,30%	3,25%	2,88%	3,01%	2,78%	-395 725	-21,6%
Arabie Saoudite	226 449	262 299	308 376	317 092	244 522	0,55%	0,51%	0,67%	0,52%	0,47%	-72 570	-22,9%
Australie	651 254	735 278	610 557	752 320	537 580	1,59%	1,42%	1,33%	1,24%	1,04%	-214 740	-28,5%
Belgique	231 926	255 908	170 976	226 317	133 414	0,57%	0,49%	0,37%	0,37%	0,26%	-92 903	-41,0%
Brésil	308 274	388 665	415 985	668 517	309 022	0,75%	0,75%	0,91%	1,10%	0,60%	-359 495	-53,8%
Canada	1 128 064	1 322 683	1 099 643	1 450 055	1 112 254	2,76%	2,55%	2,39%	2,38%	2,16%	-337 801	-23,3%
Chili	51 345	86 495	68 577	62 001	43 241	0,13%	0,17%	0,15%	0,10%	0,08%	-18 760	-30,3%
Chine	3 933 225	5 910 512	4 846 179	6 367 080	5 777 090	9,62%	11,39%	10,55%	10,46%	11,21%	-589 990	-9,3%
Colombie	18 952	30 532	33 605	74 512	37 393	0,05%	0,06%	0,07%	0,12%	0,07%	-37 119	-49,8%
Corée du Sud	517 129	764 511	558 891	727 355	593 895	1,26%	1,47%	1,22%	1,20%	1,15%	-133 460	-18,3%
Danemark	210 490	277 078	225 817	355 048	349 648	0,51%	0,53%	0,49%	0,58%	0,68%	-5 400	-1,5%
Dubaï	0	0	0	9 865	6 611	0,00%	0,00%	0,00%	0,02%	0,01%	-3 254	-33,0%
Emirats Arabes Unis	82 418	84 225	79 403	101 718	82 846	0,20%	0,16%	0,17%	0,17%	0,16%	-18 872	-18,6%
Espagne	483 530	595 183	489 656	571 553	395 740	1,18%	1,15%	1,07%	0,94%	0,77%	-175 813	-30,8%
Finlande	60 241	77 154	66 661	76 271	53 156	0,15%	0,15%	0,15%	0,13%	0,10%	-23 115	-30,3%
France	1 530 100	2 022 796	1 819 776	2 339 698	1 711 425	3,74%	3,90%	3,96%	3,84%	3,32%	-628 273	-26,9%
Hong-Kong	644 251	941 957	824 067	1 225 182	1 110 983	1,58%	1,82%	1,79%	2,01%	2,16%	-114 199	-9,3%
Hongrie	8 016	11 598	11 314	14 628	7 119	0,02%	0,02%	0,02%	0,02%	0,01%	-7 509	-51,3%
Inde	750 647	1 064 905	1 026 879	1 239 699	909 125	1,84%	2,05%	2,24%	2,04%	1,76%	-330 574	-26,7%
Indonésie	163 876	212 021	187 730	214 629	131 621	0,40%	0,41%	0,41%	0,35%	0,26%	-83 008	-38,7%
Irlande	18 833	21 056	13 814	17 932	11 241	0,05%	0,04%	0,03%	0,03%	0,02%	-6 691	-37,3%
Israël	36 416	19 147	16 894	32 493	27 211	0,09%	0,04%	0,04%	0,05%	0,05%	-5 282	-16,3%
Italie	343 685	454 621	368 040	507 588	352 581	0,84%	0,88%	0,80%	0,83%	0,68%	-155 007	-30,5%
Japon	2 747 477	3 391 128	2 928 123	3 559 711	3 082 960	6,72%	6,54%	6,38%	5,85%	5,98%	-476 751	-13,4%
Kenya	7 506	10 507	8 746	12 453	10 326	0,02%	0,02%	0,02%	0,02%	0,02%	-2 127	-17,1%
Koweït	21 277	25 328	29 862	30 979	29 418	0,05%	0,05%	0,07%	0,05%	0,06%	-1 561	-5,0%
Macao	43 344	58 145	46 726	56 056	41 231	0,11%	0,11%	0,10%	0,09%	0,08%	-14 825	-26,4%
Malaisie	96 271	121 158	120 047	109 280	86 432	0,24%	0,23%	0,26%	0,18%	0,17%	-22 848	-20,9%
Maroc	20 651	23 162	23 011	24 338	17 655	0,05%	0,04%	0,05%	0,04%	0,03%	-6 683	-27,5%
Mexique	121 512	155 630	135 381	148 471	93 885	0,30%	0,30%	0,29%	0,24%	0,18%	-54 586	-36,8%
Norvège	156 084	197 540	184 078	238 303	171 368	0,38%	0,38%	0,40%	0,39%	0,33%	-66 935	-28,1%
Pays-Bas	722 809	973 830	826 842	995 228	794 367	1,77%	1,88%	1,80%	1,64%	1,54%	-200 861	-20,2%
Pérou	0	0	0	27 224	23 625	0,00%	0,00%	0,00%	0,04%	0,05%	-3 599	-13,2%
Philippines	59 946	83 302	70 649	87 004	61 480	0,15%	0,16%	0,15%	0,14%	0,12%	-25 524	-29,3%
Pologne	8 411	15 939	10 093	11 370	6 009	0,02%	0,03%	0,02%	0,02%	0,01%	-5 361	-47,2%
Portugal	21 262	26 443	19 701	50 250	43 961	0,05%	0,05%	0,04%	0,08%	0,09%	-6 289	-12,5%
Qatar	57 095	48 514	71 682	79 272	63 754	0,14%	0,09%	0,16%	0,13%	0,12%	-15 518	-19,6%
Royaume-Uni	1 594 265	1 972 862	1 639 728	1 893 485	1 361 097	3,90%	3,80%	3,57%	3,11%	2,64%	-532 388	-28,1%
Russie	325 766	335 053	322 825	467 655	322 217	0,80%	0,65%	0,70%	0,77%	0,63%	-145 438	-31,1%
Singapour	198 583	244 234	231 157	197 459	146 369	0,49%	0,47%	0,50%	0,32%	0,28%	-51 090	-25,9%
Suède	385 971	463 351	383 392	487 216	389 142	0,94%	0,89%	0,83%	0,80%	0,76%	-98 074	-20,1%
Suisse	1 119 054	1 344 583	1 194 676	1 476 907	1 351 830	2,74%	2,59%	2,60%	2,43%	2,62%	-125 077	-8,5%
Taiwan	417 126	552 068	483 275	683 134	573 692	1,02%	1,06%	1,05%	1,12%	1,11%	-109 442	-16,0%
Tchéquie	9 020	12 555	12 857	12 029	9 760	0,02%	0,02%	0,03%	0,02%	0,02%	-2 269	-18,9%
Thaïlande	56 965	80 661	25 238	220 212	155 243	0,14%	0,16%	0,05%	0,36%	0,30%	-64 969	-29,5%
Turquie	0	0	0	32 885	39 184	0,00%	0,00%	0,00%	0,05%	0,08%	6 299	19,2%
USA	19 856 929	24 371 087	22 445 069	30 628 008	27 193 849	48,55%	46,97%	48,88%	50,32%	52,78%	-3 434 159	-11,2%
Total Pays ci-dessus	40 902 737	51 888 037	45 921 674	60 861 005	51 527 528	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	-9 333 477	-15,3%
Dont pays Union Européenne	5 384 334	6 894 124	5 740 015	7 494 185	5 690 895	13,16%	13,29%	12,50%	12,31%	11,04%	-1 803 290	-24,1%
Dont pays Zone Euro	4 762 426	6 113 603	5 096 542	6 613 894	4 929 217	11,64%	11,78%	11,10%	10,87%	9,57%	-1 684 677	-25,5%

Et d'abord sur les enjeux de pouvoir entre pays et zones.

Il faut d'abord remarquer que les structures entre les deux bases de données ne sont pas globalement très différentes :

a - le recul global des capitalisations entre l'année 2019 et les premiers mois de 2020 atteint respectivement 15,8% et 15,3% pour l'ensemble des pays (alors qu'il y a 5 trillions de \$ de différence entre les deux tableaux).

b - logiquement, les pertes de valorisation sont moins prononcées entre 2016 et 2019/2020 ; car pour ces deux dernières années la base a ajouté de nombreux « petits » groupes. Les « sortir » pour obtenir une comparaison sur 5 états de valorisation donne une meilleure idée des gains/pertes de valorisation du fait de la crise 2020 (notamment relativement à 2019).

Or, entre fin 2019 et au 24 avril 2020, les indices perdent pratiquement 22 points (21,8 pour les 1 500 groupes ; 21,5 pour les 1 176 groupes) ;

Indice 100 = 2016	2016	2017	2018	2019	24/04/20
Base 1 500 groupes	100,0	126,9	112,3	148,8	126,0
Base 1 176 groupes	100,0	125,2	111,0	136,2	114,7

C'est le nombre qui fait la différence de niveau ; et non la tendance boursière.

c - les positionnements des zones et/ou des Etats varient également peu entre les deux bases.

Par contre, les groupes de nationalités d'origine états-uniennes, chinoises et japonaises supportent une moindre détérioration de leur valorisation suite à la crise. Il n'en va pas de même pour les groupes de la vieille Europe, qu'ils soient dans la zone Euro (Allemagne, France, Italie) ou non (Royaume-Uni), à l'exception notable de la Suisse.

Il semble bien que les deux zones impérialistes dominantes (USA et Chine) préservent mieux les intérêts de leurs groupes. C'est intuitivement plus évident pour la Chine ; mais il ne faut jamais oublier que l'impérialisme américain repose sur des infrastructures politico-militaires aussi interventionnistes que l'impérialisme chinois.

Par contre, la zone Euro n'a pas de véritable assise politico-interventionniste solide en faveur de ses groupes. Chaque pays tire la couverture vers lui ; les exemples de l'impossible politique monétaire « commune » (par exemple, aucun accord sur l'existence d'éventuels « coronabonds ») et de la rigidité des cadres budgétaires montrent la faiblesse mondiale de la zone, malgré des groupes de taille mondiale qui n'ont rien à envier aux groupes états-uniens ou chinois.

Un autre élément explique également ces divergences entre pays et zones. C'est celui de leur composition sectorielle, dont nous avons déjà vu qu'elle donnait un avantage décisif pour la captation financière en faveur des 10 premiers groupes.

Capitalisation boursière groupes	en millions US \$					en % du total					Variations 2020/2019	
	2016	2017	2018	2019	24/04/20	2016	2017	2018	2019	24/04/20	en M US \$	en %
Abu Dhabi	15 746	30 415	41 837	44 965	33 220	0,04%	0,06%	0,09%	0,08%	0,07%	-11 745	-26,1%
Afrique du Sud	90 506	125 306	102 763	96 427	45 045	0,22%	0,24%	0,23%	0,17%	0,10%	-51 382	-53,3%
Allemagne	1 350 040	1 686 612	1 321 076	1 596 358	1 204 571	3,30%	3,30%	2,91%	2,87%	2,57%	-391 787	-24,5%
Arabie Saoudite	226 449	241 201	279 515	278 927	221 557	0,55%	0,47%	0,62%	0,50%	0,47%	-57 370	-20,6%
Australie	651 254	735 278	610 557	727 803	524 631	1,59%	1,44%	1,35%	1,31%	1,12%	-203 172	-27,9%
Belgique	231 926	255 908	170 976	226 317	133 414	0,57%	0,50%	0,38%	0,41%	0,28%	-92 903	-41,0%
Brésil	308 274	374 485	401 743	449 151	199 611	0,75%	0,73%	0,89%	0,81%	0,43%	-249 540	-55,6%
Canada	1 128 064	1 322 683	1 099 643	1 380 488	1 050 631	2,76%	2,59%	2,42%	2,48%	2,24%	-329 857	-23,9%
Chili	51 345	73 845	58 424	45 102	31 365	0,13%	0,14%	0,13%	0,08%	0,07%	-13 737	-30,5%
Chine	3 933 225	5 742 675	4 717 788	5 604 406	5 020 663	9,63%	11,23%	10,40%	10,07%	10,72%	-583 743	-10,4%
Colombie	18 952	30 532	33 605	41 531	19 440	0,05%	0,06%	0,07%	0,07%	0,04%	-22 091	-53,2%
Corée du Sud	517 129	747 482	549 372	631 508	516 528	1,27%	1,46%	1,21%	1,13%	1,10%	-114 980	-18,2%
Danemark	210 490	277 078	225 817	311 590	306 260	0,52%	0,54%	0,50%	0,56%	0,65%	-5 330	-1,7%
Emirats Arabes Unis	82 418	84 225	79 403	86 948	71 269	0,20%	0,16%	0,18%	0,16%	0,15%	-15 679	-18,0%
Espagne	483 530	595 183	489 656	543 048	365 267	1,18%	1,16%	1,08%	0,98%	0,78%	-177 781	-32,7%
Finlande	60 241	77 154	66 661	76 271	53 156	0,15%	0,15%	0,15%	0,14%	0,11%	-23 115	-30,3%
France	1 530 100	2 005 739	1 809 078	2 240 136	1 618 449	3,74%	3,92%	3,99%	4,02%	3,45%	-621 687	-27,8%
Hong-Kong	644 251	909 627	797 038	887 108	769 307	1,58%	1,78%	1,76%	1,59%	1,64%	-117 801	-13,3%
Hongrie	8 016	11 598	11 314	14 628	7 119	0,02%	0,02%	0,02%	0,03%	0,02%	-7 509	-51,3%
Inde	750 647	1 041 418	1 000 778	1 124 038	813 851	1,84%	2,04%	2,21%	2,02%	1,74%	-310 187	-27,6%
Indonésie	163 876	212 021	187 730	201 258	121 792	0,40%	0,41%	0,41%	0,36%	0,26%	-79 466	-39,5%
Irlande	18 833	21 056	13 814	17 932	11 241	0,05%	0,04%	0,03%	0,03%	0,02%	-6 691	-37,3%
Israël	36 416	19 147	16 894	10 702	11 194	0,09%	0,04%	0,04%	0,02%	0,02%	492	4,6%
Italie	343 685	454 621	368 040	449 318	307 792	0,84%	0,89%	0,81%	0,81%	0,66%	-141 526	-31,5%
Japon	2 736 474	3 332 707	2 888 629	3 273 730	2 839 171	6,70%	6,51%	6,37%	5,88%	6,06%	-434 559	-13,3%
Kenya	7 506	10 507	8 746	12 453	10 326	0,02%	0,02%	0,02%	0,02%	0,02%	-2 127	-17,1%
Koweït	21 277	25 328	29 862	30 979	29 418	0,05%	0,05%	0,07%	0,06%	0,06%	-1 561	-5,0%
Macao	43 344	58 145	46 726	56 056	41 231	0,11%	0,11%	0,10%	0,10%	0,09%	-14 825	-26,4%
Malaisie	96 271	121 158	120 047	109 280	86 432	0,24%	0,24%	0,26%	0,20%	0,18%	-22 848	-20,9%
Maroc	20 651	23 162	23 011	24 338	17 655	0,05%	0,05%	0,05%	0,04%	0,04%	-6 683	-27,5%
Mexique	121 512	155 630	135 381	148 471	93 885	0,30%	0,30%	0,30%	0,27%	0,20%	-54 586	-36,8%
Norvège	156 084	197 540	184 078	202 619	149 417	0,38%	0,39%	0,41%	0,36%	0,32%	-53 202	-26,3%
Pays-Bas	722 809	973 830	826 842	934 301	734 593	1,77%	1,90%	1,82%	1,68%	1,57%	-199 708	-21,4%
Philippines	59 946	83 302	70 649	87 004	61 480	0,15%	0,16%	0,16%	0,16%	0,13%	-25 524	-29,3%
Pologne	8 411	15 939	10 093	11 370	6 009	0,02%	0,03%	0,02%	0,02%	0,01%	-5 361	-47,2%
Portugal	21 262	26 443	19 701	24 208	19 185	0,05%	0,05%	0,04%	0,04%	0,04%	-5 023	-20,7%
Qatar	57 095	48 514	71 682	69 323	53 953	0,14%	0,09%	0,16%	0,12%	0,12%	-15 370	-22,2%
Royaume-Uni	1 594 265	1 906 849	1 584 484	1 824 135	1 305 016	3,90%	3,73%	3,49%	3,28%	2,79%	-519 119	-28,5%
Russie	325 766	335 053	322 825	447 017	308 905	0,80%	0,65%	0,71%	0,80%	0,66%	-138 112	-30,9%
Singapour	198 583	244 234	231 157	197 459	146 369	0,49%	0,48%	0,51%	0,35%	0,31%	-51 090	-25,9%
Suède	385 971	443 377	366 156	407 982	323 665	0,94%	0,87%	0,81%	0,73%	0,69%	-84 317	-20,7%
Suisse	1 119 054	1 344 583	1 194 676	1 453 856	1 333 209	2,74%	2,63%	2,63%	2,61%	2,85%	-120 647	-8,3%
Taiwan	417 126	552 068	483 275	610 503	514 279	1,02%	1,08%	1,07%	1,10%	1,10%	-96 224	-15,8%
Tchéquie	9 020	12 555	12 857	12 029	9 760	0,02%	0,02%	0,03%	0,02%	0,02%	-2 269	-18,9%
Thaïlande	25 426	29 551	25 238	33 226	21 577	0,06%	0,06%	0,06%	0,06%	0,05%	-11 649	-35,1%
USA	19 856 929	24 142 100	22 237 576	28 608 321	25 286 812	48,60%	47,19%	49,04%	51,39%	53,97%	-3 321 509	-11,6%
Total Pays ci-dessus	40 860 195	51 157 864	45 347 213	55 664 620	46 849 720	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	-8 814 900	-15,8%
Dont pays Union Européenne	5 384 334	6 857 093	5 712 081	6 865 488	5 100 481	13,18%	13,40%	12,60%	12,33%	10,89%	-1 765 007	-25,7%
Dont pays Zone Euro	4 760 349	6 070 103	5 066 143	6 083 681	4 428 483	11,65%	ERR	11,17%	10,93%	9,45%	-1 655 198	-27,2%

De fait, les enjeux entre les diverses activités ne sont pas moins importants.

Les tableaux ventilés par activité principale (tous pays confondus pour chaque activité) donnent une bonne idée de l'impact sectoriel de la crise actuelle. Les écarts seront ici limités, l'important étant de voir comment le début d'exercice 2020 s'étant traduit pour les valorisations des secteurs.

Quelques secteurs s'en sortent bien, comme le « commerce et la distribution » (il faut bien manger), la « santé » (tiens, on a besoin de se soigner), les « TIC » (à défaut de pouvoir sortir, reste la communication à distance, tant pour le maintien d'un minimum de lien social que pour le travail à domicile) ...

Les groupes spécialisés dans ces activités n'ont pas vu leurs valorisations changer de manière significative avec la crise. Certains profitent même de cette dernière, comme Amazon (+31,5%) avec toujours aucune commune mesure entre sa capitalisation et ses fondamentaux (chiffre d'affaires, Ebitda, Résultat net et Fonds propres). En fait, les groupes spécialisés dans les livraisons internet (en global de +16,9%) ont vu leur capitalisation progresser, comme J.D.Com. (+28,5%), Pinduoduo (+31,2%) ... Mais faire du commerce internet n'est pas obligatoirement un gage de succès massif : même si d'autres groupes préservent l'essentiel de leurs capitalisations, comme Alibaba (-3,6%), Meituan Dianping (-1,9%), EBay (+6,6%) ou Mercado Libre (-6,4%). D'autres sociétés réalisant de la distribution alimentaire ont également des valorisations positives sur le début de l'année 2020 (Metro, Haidilao Holding, Georges Weston). Quant aux supermarchés, ils sont stables (globalement : - 0,5%), mais avec Wal Mart à +8,8%, Sun Art Retail (liens avec le groupe Auchan : +34,4%, ou encore Costco à + 5,6% ; par contre Tesco perd 14%, et Walgreens Boots -26,7%.

En revanche, les distributeurs d'habillement, qui avaient été les premiers à utiliser la globalisation pour leurs approvisionnements, subissent un recul de 25%, avec Nike (-13,1%), Inditex-Zara (-29,7%), Adidas (-31,8%), H&M (-39,2%) ou Fast Retailing (-26%).

Au niveau des TIC, les « logiciels » gagnent 7,5% de valorisation boursière, avec notamment Microsoft (+10,4%), N Vidia Corp (+23,2%), Adobe (+4,2%) ou Shopify (+63,7%) ; la présence dans le secteur n'est pas obligatoirement gage de meilleure valorisation : SAP (-14,9%) ou Amadeus (-41%). Mais le sous-secteur des logiciels est celui dont le nombre de groupes a le plus progressé entre 2016 et 2019/2020 ; ce qui explique les écarts significatifs entre les valorisations à 1500 et 1 216 groupes.

Les autres sous-composantes TIC, à savoir les groupes produisant les « semi-conducteurs ou les groupes assurant des « services informatiques », ont vu leur valorisation baisser, mais dans une fourchette modérée : -11,2% pour les seconds (avec notamment Accenture à -16,4%, IBM à -6,7%, Tata consultancy services à -21,5% ou Cap Gemini à -30,3%) , et -9,9% pour les premiers (avec Taiwan Semiconductor à -11,7%, Intel à -3,6%, ASML Holding à -3,1% ou Texas Instruments à -12,8%).

Capitalisation boursière groupes	en millions US \$					en % du total					Variations 2020/2019	
	2016	2017	2018	2019	24/04/20	2016	2017	2018	2019	24/04/20	en M US \$	en %
Automobiles et rattachés	1 236 336	1 612 764	1 256 568	1 507 478	1 187 180	3,02%	3,11%	2,74%	2,48%	2,30%	-320 298	-21,2%
Deux roues	25 744	28 153	24 435	28 108	23 152	0,06%	0,05%	0,05%	0,05%	0,04%	-4 956	-17,6%
Aviation et rattachés	744 065	987 310	872 967	1 163 343	724 019	1,82%	1,90%	1,90%	1,91%	1,41%	-439 324	-37,8%
1. Mobilités	2 006 145	2 628 227	2 153 970	2 698 929	1 934 351	4,90%	5,07%	4,69%	4,43%	3,75%	-764 578	-28,3%
Matériels pour infrastructures	17 699	24 333	17 557	74 428	56 912	0,04%	0,05%	0,04%	0,12%	0,11%	-17 516	-23,5%
Infrastructures de mobilité	334 233	433 877	346 840	476 415	360 177	0,82%	0,84%	0,76%	0,78%	0,70%	-116 238	-24,4%
Ports et construction navale	67 095	86 119	65 506	67 946	55 492	0,16%	0,17%	0,14%	0,11%	0,11%	-12 454	-18,3%
2. Infrastructures	419 027	544 329	429 903	618 789	472 581	1,02%	1,05%	0,94%	1,02%	0,92%	-146 208	-23,6%
Métaux	146 310	196 356	138 967	151 803	110 617	0,36%	0,38%	0,30%	0,25%	0,21%	-41 186	-27,1%
Matériaux et matériels de construction	167 797	208 013	156 880	251 308	201 463	0,41%	0,40%	0,34%	0,41%	0,39%	-49 845	-19,8%
Conglomérats industriels	817 887	819 341	622 319	708 646	512 233	2,00%	1,58%	1,36%	1,16%	0,99%	-196 413	-27,7%
Machines et équipements industriels	397 109	594 201	457 344	585 931	460 559	0,97%	1,15%	1,00%	0,96%	0,89%	-125 372	-21,4%
Mines	483 458	651 721	557 621	726 699	603 645	1,18%	1,26%	1,21%	1,19%	1,17%	-123 054	-16,9%
Négoce et distribution de matières	122 306	156 190	144 168	186 411	149 107	0,30%	0,30%	0,31%	0,31%	0,29%	-37 304	-20,0%
3. Industrie	2 134 867	2 625 822	2 077 299	2 610 798	2 037 624	5,22%	5,06%	4,52%	4,29%	3,95%	-573 174	-22,0%
Agro-alimentaire	713 368	771 534	666 236	877 488	836 134	1,74%	1,49%	1,45%	1,44%	1,62%	-41 354	-4,7%
Alimentation et boissons	77 741	95 987	83 788	89 546	80 137	0,19%	0,18%	0,18%	0,15%	0,16%	-9 409	-10,5%
Boissons	511 920	639 467	586 055	781 178	695 058	1,25%	1,23%	1,28%	1,28%	1,35%	-86 120	-11,0%
Brasseurs, distillateurs ...	477 151	653 409	508 130	734 531	589 476	1,17%	1,26%	1,11%	1,21%	1,14%	-145 055	-19,7%
Viandes	43 857	59 961	41 803	106 944	105 695	0,11%	0,12%	0,09%	0,18%	0,21%	-1 249	-1,2%
Autres agro-alimentaires	27 488	39 693	37 120	55 712	50 238	0,07%	0,08%	0,08%	0,09%	0,10%	-5 474	-9,8%
4. Industrie agro-alimentaire	1 851 525	2 260 051	1 923 132	2 645 399	2 356 738	4,53%	4,36%	4,19%	4,35%	4,57%	-288 661	-10,9%
5. Tabac	532 286	611 935	389 914	414 394	342 483	1,30%	1,18%	0,85%	0,68%	0,66%	-71 911	-17,4%
6. Equipements ménagers	81 016	166 283	111 046	165 855	134 589	0,20%	0,32%	0,24%	0,27%	0,26%	-31 266	-18,9%
Assurances et courtages	2 069 856	2 576 734	2 232 258	2 812 332	2 063 859	5,06%	4,97%	4,86%	4,62%	4,01%	-748 473	-26,6%
Banques d'investissements	100 313	109 195	81 916	155 192	113 465	0,25%	0,21%	0,18%	0,25%	0,22%	-41 727	-26,9%
Banques	4 487 201	5 695 670	4 842 796	5 934 051	4 189 678	10,97%	10,98%	10,55%	9,75%	8,13%	-1 744 373	-29,4%
Banques, assurances et courtages	966 875	1 298 242	1 068 955	1 240 254	823 409	2,36%	2,50%	2,33%	2,04%	1,60%	-416 845	-33,6%
Bourses	147 119	195 697	210 073	259 505	241 393	0,36%	0,38%	0,46%	0,43%	0,47%	-18 112	-7,0%
Fonds et placements financiers	475 625	630 240	520 605	838 886	703 489	1,16%	1,21%	1,13%	1,38%	1,37%	-135 397	-16,1%
Infrastructures financières	0	0	0	36 935	40 968	0,00%	0,00%	0,00%	0,06%	0,08%	4 033	10,9%
Services financiers	1 230 486	1 514 844	1 282 882	1 645 692	1 124 903	3,01%	2,92%	2,79%	2,70%	2,18%	-520 789	-31,6%
Informations et notation financières	157 013	202 120	195 992	307 078	300 987	0,38%	0,39%	0,43%	0,50%	0,58%	-6 091	-2,0%
7. Système financier	9 634 488	12 222 742	10 435 477	13 229 925	9 602 151	23,55%	23,56%	22,72%	21,74%	18,63%	-3 627 774	-27,4%
Chimie	671 678	935 878	791 689	862 025	682 356	1,64%	1,80%	1,72%	1,42%	1,32%	-179 669	-20,8%
Gaz industriel	61 760	75 891	121 417	165 771	143 280	0,15%	0,15%	0,26%	0,27%	0,28%	-22 491	-13,6%
Désinfectants et détergents	22 810	29 365	31 221	30 128	36 351	0,06%	0,06%	0,07%	0,05%	0,07%	6 223	20,7%
Papier, carton	53 380	65 651	49 151	59 362	42 917	0,13%	0,13%	0,11%	0,10%	0,08%	-16 445	-27,7%
Peintures ...	62 155	88 480	86 781	124 686	106 351	0,15%	0,17%	0,19%	0,20%	0,21%	-18 335	-14,7%
Autres industries chimiques	65 607	79 071	68 254	132 832	92 519	0,16%	0,15%	0,15%	0,22%	0,18%	-40 313	-30,3%
8. Industrie chimique	937 390	1 274 336	1 148 513	1 374 804	1 103 774	2,29%	2,46%	2,50%	2,26%	2,14%	-271 030	-19,7%
9. Conteneurs et emballages	54 292	63 440	51 528	66 243	56 719	0,13%	0,12%	0,11%	0,11%	0,11%	-9 524	-14,4%
Distribution alimentaire	167 441	184 343	151 166	233 088	193 471	0,41%	0,36%	0,33%	0,38%	0,38%	-39 617	-17,0%
Distribution non alimentaire, diversifiée	523 333	632 813	577 204	786 794	696 459	1,28%	1,22%	1,26%	1,29%	1,35%	-90 335	-11,5%
Ventes internet	673 816	1 153 920	1 170 960	1 752 063	2 048 558	1,65%	2,22%	2,55%	2,88%	3,98%	296 495	16,9%
Habillement, vêtements	396 076	450 349	444 953	672 893	504 487	0,97%	0,87%	0,97%	1,11%	0,98%	-168 406	-25,0%
Supermarchés	656 684	780 805	728 051	943 476	938 919	1,61%	1,50%	1,59%	1,55%	1,82%	-4 557	-0,5%
10. Commerce et distribution	2 417 350	3 202 230	3 072 334	4 388 314	4 381 894	5,91%	6,17%	6,69%	7,21%	8,50%	-6 420	-0,1%
Communications et réseaux	230 601	327 854	304 501	395 638	353 197	0,56%	0,63%	0,66%	0,65%	0,69%	-42 441	-10,7%
Moteurs de recherche, réseaux sociaux	963 779	1 382 655	1 217 009	1 682 352	1 569 958	2,36%	2,66%	2,65%	2,76%	3,05%	-112 394	-6,7%
Diffusion et divertissements	463 900	494 046	441 301	668 252	495 896	1,13%	0,95%	0,96%	1,10%	0,96%	-172 356	-25,8%
11. TV, réseaux et messageries	1 658 280	2 204 555	1 962 811	2 746 242	2 419 051	4,05%	4,25%	4,27%	4,51%	4,69%	-327 191	-11,9%

Le secteur de la santé est pratiquement à l'équilibre (-0,4%), mais comprend des groupes à très forte valorisation, qui « bénéficient » de la situation conjoncturelle. Il en va ainsi notamment d'Abbott Laboratories (+8%), de Gilead (+22%), de Johnson & Johnson (+6,3%), de Roche (+9,7%), ou de Novo Nordisk (+11%) ; même si certains gros laboratoires sont en retrait : Novartis (-7%), Merck (-11%) ou Abvie (-5,7%).

S'agissant des secteurs en difficultés, l'ensemble « Mobilité » est particulièrement affecté, qu'il s'agisse du secteur automobile avec Toyota (-14,4%), Volkswagen (-31,8%), General Motors (-40%), Ford (-47,5%), Peugeot (-44,1%) ou Renault (-9,7%) ; ou d'équipementiers, comme Michelin (-27,4%) ou Bridgestone (-19,2%). Certains groupes s'en sortent bien, comme Audi (+18,5%) et surtout Tesla (+76,9%) ; mais dans ce dernier cas, la valorisation n'a rien à voir avec les fondamentaux économiques du groupe : c'est de la spéculation pure.

L'aérien est également très touché, avec Boeing (-60,3%) ou Airbus (-61,3%) ; et comme pour l'automobile, les secteurs attachés à l'aérien sont en net retrait, qu'il s'agisse des compagnies aériennes comme Delta Airlines (-62,2%), Air China (-31,2%), Ryanair (-37,3%) ... ou des aéroports, comme Aéroports de Paris (-52,9%), Shanghai Airport (-12%).

Un autre secteur – le secteur financier – est très touché par la crise (voir le tableau récapitulatif des variations de capitalisation ci-après) : sur 329 groupes 39 groupes ont perdu plus de 50% de leur valorisation au cours des 4 derniers mois, 116 groupes entre 30 et 50%, 133 groupes entre 10 et 29% ; seuls 8 groupes ont vu leur valorisation s'accroître de plus de 10%. Les banques sont particulièrement en baisse : Bank of America (-39,3%), US Bancorp (-44,7%), Royal Bank of Scotland (-59,5%), JP Morgan (-36,8%), BNP (-52,1%), Banco Santander (-50,9%) ...

Les compagnies d'assurance sont également à la baisse, comme Allianz (-30,7%), Ping An (-22,5%), ... Nous pouvons même attacher à ce secteur le groupe de Buffet : Berkshire Hathaway a perdu 18,1% ;

Un dernier secteur (les énergies, notamment le pétrole) pâtit non seulement de la conjoncture, mais également des conditions géopolitiques de son extraction (gaz de schiste) et de sa mise sur les marchés (embargos, conflits religieux ...).

N'insistons pas. Nous renvoyons aux tableaux des variations de valorisation ci-après. Il faut souligner que globalement, sur les 1 500 groupes, 28,5% d'entre eux ont perdu plus de 30% de leur valeur, et plus de 41% ont perdu entre 10 et 31% de leur valeur. Seuls 15,5 % de ces groupes ont réussi à maintenir ou améliorer leur valorisation pendant les mois de crise financière.

Et rappelons que tout ceci n'a été obtenu qu'après des aides massives des Etats (directement ou indirectement).

Peut-on pour autant dire qu'il s'agit d'un retour en force des Etats par rapport aux groupes, dans un cadre de mondialisation qui aurait changé ? Nous y reviendrons dans la dernière partie de cet article.

Capitalisation boursière groupes	en millions US \$					en % du total					Variations 2020/2019	
	2016	2017	2018	2019	24/04/20	2016	2017	2018	2019	24/04/20	en M US \$	en %
Automobiles et rattachés	1 236 336	1 565 565	1 223 837	1 330 096	1 026 606	3,03%	3,06%	2,70%	2,39%	2,19%	-303 490	-22,8%
Deux roues	25 744	28 153	24 435	28 108	23 152	0,06%	0,06%	0,05%	0,05%	0,05%	-4 956	-17,6%
Aviation et rattachés	744 065	987 310	872 967	1 096 818	689 970	1,82%	1,93%	1,93%	1,97%	1,47%	-406 848	-37,1%
1. Mobilités	2 006 145	2 581 028	2 121 239	2 455 022	1 739 728	4,91%	5,05%	4,68%	4,41%	3,71%	-715 294	-29,1%
Matériels pour infrastructures	17 699	24 333	17 557	19 375	14 429	0,04%	0,05%	0,04%	0,03%	0,03%	-4 946	-25,5%
Infrastructures de mobilité	318 364	404 024	346 840	389 938	284 838	0,78%	0,79%	0,76%	0,70%	0,61%	-105 100	-27,0%
Ports et construction navale	67 095	86 119	65 506	67 946	55 492	0,16%	0,17%	0,14%	0,12%	0,12%	-12 454	-18,3%
2. Infrastructures	403 158	514 476	429 903	477 259	354 759	0,99%	1,01%	0,95%	0,86%	0,76%	-122 500	-25,7%
Métaux	146 310	196 356	138 967	151 803	110 617	0,36%	0,38%	0,31%	0,27%	0,24%	-41 186	-27,1%
Matériaux et matériels de construction	167 797	208 013	156 880	229 931	183 841	0,41%	0,41%	0,35%	0,41%	0,39%	-46 090	-20,0%
Conglomérats industriels	817 887	819 341	622 319	669 621	483 998	2,00%	1,60%	1,37%	1,20%	1,03%	-185 623	-27,7%
Machines et équipements industriels	397 109	573 382	443 225	544 643	430 098	0,97%	1,12%	0,98%	0,98%	0,92%	-114 545	-21,0%
Mines	483 458	651 721	557 621	675 491	557 734	1,18%	1,27%	1,23%	1,21%	1,19%	-117 757	-17,4%
Négoce et distribution de matières	122 306	156 190	144 168	156 671	119 975	0,30%	0,31%	0,32%	0,28%	0,26%	-36 696	-23,4%
3. Industrie	2 134 867	2 605 003	2 063 180	2 428 160	1 886 263	5,22%	5,09%	4,55%	4,36%	4,03%	-541 897	-22,3%
Agro-alimentaire	713 368	771 534	666 236	810 742	771 976	1,75%	1,51%	1,47%	1,46%	1,65%	-38 766	-4,8%
Alimentation et boissons	77 741	95 987	83 788	89 546	80 137	0,19%	0,19%	0,18%	0,16%	0,17%	-9 409	-10,5%
Boissons	511 920	639 467	586 055	747 789	668 675	1,25%	1,25%	1,29%	1,34%	1,43%	-79 114	-10,6%
Brasseurs, distillateurs ...	477 151	653 409	508 130	712 734	567 761	1,17%	1,28%	1,12%	1,28%	1,21%	-144 973	-20,3%
Viandes	43 857	59 961	41 803	62 270	55 631	0,11%	0,12%	0,09%	0,11%	0,12%	-6 639	-10,7%
Autres agro-alimentaires	27 488	39 693	37 120	42 288	41 977	0,07%	0,08%	0,08%	0,08%	0,09%	-311	-0,7%
4. Industrie agro-alimentaire	1 851 525	2 260 051	1 923 132	2 465 369	2 186 157	4,53%	4,42%	4,24%	4,43%	4,67%	-279 212	-11,3%
5. Tabac	532 286	611 935	389 914	414 394	342 483	1,30%	1,20%	0,86%	0,74%	0,73%	-71 911	-17,4%
6. Equipements ménagers	81 016	149 254	101 527	155 260	127 196	0,20%	0,29%	0,22%	0,28%	0,27%	-28 064	-18,1%
Assurances et courtages	2 069 856	2 565 999	2 223 696	2 678 629	1 969 882	5,07%	5,02%	4,90%	4,81%	4,20%	-708 747	-26,5%
Banques d'investissements	100 313	92 641	68 526	92 504	75 545	0,25%	0,18%	0,15%	0,17%	0,16%	-16 959	-18,3%
Banques	4 487 201	5 684 669	4 829 739	5 639 838	3 988 137	10,98%	11,11%	10,65%	10,13%	8,51%	-1 651 701	-29,3%
Banques, assurances et courtages	966 875	1 209 847	993 719	1 090 001	712 029	2,37%	2,36%	2,19%	1,96%	1,52%	-377 972	-34,7%
Bourses	147 119	195 697	210 073	259 505	241 393	0,36%	0,38%	0,46%	0,47%	0,52%	-18 112	-7,0%
Fonds et placements financiers	475 625	613 183	509 907	646 603	539 735	1,16%	1,20%	1,12%	1,16%	1,15%	-106 868	-16,5%
Services financiers	1 230 486	1 500 664	1 268 640	1 551 186	1 091 882	3,01%	2,93%	2,80%	2,79%	2,33%	-459 304	-29,6%
Informations et notation financières	157 013	202 120	195 992	296 897	290 153	0,38%	0,40%	0,43%	0,53%	0,62%	-6 744	-2,3%
7. Système financier	9 634 488	12 064 820	10 300 292	12 255 163	8 908 756	23,58%	23,58%	22,71%	22,02%	19,02%	-3 346 407	-27,3%
Chimie	671 678	935 878	791 689	790 240	623 343	1,64%	1,83%	1,75%	1,42%	1,33%	-166 897	-21,1%
Gaz industriel	61 760	75 891	121 417	165 771	143 280	0,15%	0,15%	0,27%	0,30%	0,31%	-22 491	-13,6%
Désinfectants et détergents	22 810	29 365	31 221	30 128	36 351	0,06%	0,06%	0,07%	0,05%	0,08%	6 223	20,7%
Papier, carton	53 380	65 651	49 151	59 362	42 917	0,13%	0,13%	0,11%	0,11%	0,09%	-16 445	-27,7%
Peintures ...	62 155	88 480	86 781	114 732	97 663	0,15%	0,17%	0,19%	0,21%	0,21%	-17 069	-14,9%
Autres industries chimiques	65 607	79 071	68 254	75 191	54 647	0,16%	0,15%	0,15%	0,14%	0,12%	-20 544	-27,3%
8. Industrie chimique	937 390	1 274 336	1 148 513	1 235 424	998 201	2,29%	2,49%	2,53%	2,22%	2,13%	-237 223	-19,2%
9. Conteneurs et emballages	54 292	63 440	51 528	66 243	56 719	0,13%	0,12%	0,11%	0,12%	0,12%	-9 524	-14,4%
Distribution alimentaire	151 771	163 086	151 166	167 501	134 681	0,37%	0,32%	0,33%	0,30%	0,29%	-32 820	-19,6%
Distribution non alimentaire, diversifiée	523 333	632 813	577 204	724 095	636 223	1,28%	1,24%	1,27%	1,30%	1,36%	-87 872	-12,1%
Ventes internet	673 816	1 153 920	1 170 960	1 620 583	1 898 713	1,65%	2,26%	2,58%	2,91%	4,05%	278 130	17,2%
Habillement, vêtements	396 076	450 349	444 953	623 990	470 336	0,97%	0,88%	0,98%	1,12%	1,00%	-153 654	-24,6%
Supermarchés	656 684	769 254	713 787	874 692	875 278	1,61%	1,50%	1,57%	1,57%	1,87%	586	0,1%
10. Commerce et distribution	2 401 680	3 169 422	3 058 070	4 010 861	4 015 231	5,88%	6,20%	6,74%	7,21%	8,57%	4 370	0,1%
Communications et réseaux	230 601	327 854	304 501	331 285	304 050	0,56%	0,60%	0,67%	0,60%	0,65%	-27 235	-8,2%
Moteurs de recherche, réseaux sociaux	963 779	1 382 655	1 217 009	1 611 558	1 502 267	2,36%	2,70%	2,68%	2,90%	3,21%	-109 291	-6,8%
Diffusion et divertissements	463 900	494 046	441 301	635 190	471 398	1,14%	0,97%	0,97%	1,14%	1,01%	-163 792	-25,8%
11. TV, réseaux et messageries	1 658 280	2 204 555	1 962 811	2 578 033	2 277 715	4,06%	4,31%	4,33%	4,63%	4,86%	-300 318	-11,6%

Hygiène, cosmétiques et ménagers	799 964	964 229	943 292	1 105 831	1 047 992	1,96%	1,88%	2,08%	1,99%	2,24%	-57 839	-5,2%
Luxe	284 701	436 391	411 403	584 576	466 180	0,70%	0,85%	0,91%	1,05%	1,00%	-118 396	-20,3%
12. Cosmétique et luxe	1 084 665	1 400 620	1 354 695	1 690 407	1 514 172	2,65%	2,74%	2,99%	3,04%	3,23%	-176 235	-10,4%
Hotellerie	157 421	202 849	155 805	193 622	88 933	0,39%	0,40%	0,34%	0,35%	0,19%	-104 689	-54,1%
Jeux, parcs ...	160 772	241 554	196 203	248 362	239 204	0,39%	0,47%	0,43%	0,45%	0,51%	-9 158	-3,7%
Casinos et jeux	52 223	87 391	61 913	76 711	52 844	0,13%	0,17%	0,14%	0,14%	0,11%	-23 867	-31,1%
Agences de voyages	157 796	196 783	168 528	201 347	136 879	0,39%	0,38%	0,37%	0,36%	0,29%	-64 468	-32,0%
Restauration	294 222	368 604	351 777	418 765	349 388	0,72%	0,72%	0,78%	0,75%	0,75%	-69 377	-16,6%
13. Loisirs	822 434	1 097 181	934 226	1 138 807	867 248	2,01%	2,14%	2,06%	2,05%	1,85%	-271 559	-23,8%
Equipements divers	60 698	74 602	61 115	74 726	58 836	0,15%	0,15%	0,13%	0,13%	0,13%	-15 890	-21,3%
Composants et équipements électriques	377 165	478 688	376 907	506 465	416 896	0,92%	0,94%	0,83%	0,91%	0,89%	-89 569	-17,7%
14. Equipements	437 863	553 290	438 022	581 191	475 732	1,07%	1,08%	0,97%	1,04%	1,02%	-105 459	-18,1%
Equipements et fournitures médicaux	565 572	775 075	843 971	1 151 699	1 105 537	1,38%	1,52%	1,86%	2,07%	2,36%	-46 162	-4,0%
Hopitaux, cliniques	21 595	23 003	19 647	21 875	19 053	0,05%	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%	-2 822	-12,9%
Laboratoires et diagnostics	7 181	10 630	6 611	9 914	8 565	0,02%	0,02%	0,01%	0,02%	0,02%	-1 349	-13,6%
Médicaments	137 418	154 688	149 204	184 618	206 708	0,34%	0,30%	0,33%	0,33%	0,44%	22 090	12,0%
Pharmacies	1 988 642	2 274 757	2 240 136	2 640 596	2 639 820	4,87%	4,45%	4,94%	4,74%	5,63%	-776	-0,0%
Lunetterie	33 192	40 824	65 996	81 731	64 979	0,08%	0,08%	0,15%	0,15%	0,14%	-16 752	-20,5%
Produits pharmaceutiques	353 142	386 636	330 219	449 431	428 720	0,86%	0,76%	0,73%	0,81%	0,92%	-20 711	-4,6%
Services de santé et de soins	589 023	726 317	775 606	890 683	820 322	1,44%	1,42%	1,71%	1,60%	1,75%	-70 361	-7,9%
Recherche pharmaceutique	121 136	162 113	150 922	182 574	232 463	0,30%	0,32%	0,33%	0,33%	0,50%	49 889	27,3%
Santé animale	26 435	35 275	40 593	63 038	59 796	0,06%	0,07%	0,09%	0,11%	0,13%	-3 242	-5,1%
15. Santé	3 843 336	4 589 318	4 622 905	5 676 159	5 585 963	9,41%	8,97%	10,19%	10,20%	11,92%	-90 196	-1,6%
Fret et logistique	540 125	673 858	562 528	696 320	591 296	1,32%	1,32%	1,24%	1,25%	1,26%	-105 024	-15,1%
Transports de passagers	79 351	88 652	91 038	90 533	71 297	0,19%	0,17%	0,20%	0,16%	0,15%	-19 236	-21,2%
16. Logistique et transports de passagers	619 476	762 510	653 566	786 853	662 593	1,52%	1,49%	1,44%	1,41%	1,41%	-124 260	-15,8%
17. Traitements des déchets	50 737	59 999	60 843	76 952	66 007	0,12%	0,12%	0,13%	0,14%	0,14%	-10 945	-14,2%
Logements et fournitures attachées	80 680	115 489	89 262	119 714	119 595	0,20%	0,23%	0,20%	0,22%	0,26%	-119	-0,1%
Immobilier	842 460	1 084 697	993 532	1 181 682	960 937	2,06%	2,12%	2,19%	2,12%	2,05%	-220 745	-18,7%
Activités liées au logement	55 738	74 219	68 356	102 516	88 154	0,14%	0,15%	0,15%	0,18%	0,19%	-14 362	-14,0%
18. Logements et immobilier	978 878	1 274 405	1 151 150	1 403 912	1 168 686	2,40%	2,49%	2,54%	2,52%	2,49%	-235 226	-16,8%
Logiciels	1 190 802	1 679 066	1 740 998	2 531 983	2 670 842	2,91%	3,28%	3,84%	4,55%	5,70%	138 859	5,5%
Matériels électroniques et informatiques	306 348	430 195	348 768	456 269	367 207	0,75%	0,84%	0,77%	0,82%	0,78%	-89 062	-19,5%
Semi-conducteurs	906 420	1 269 503	1 079 941	1 565 643	1 384 352	2,22%	2,48%	2,38%	2,81%	2,95%	-181 291	-11,6%
Services informatiques	632 337	741 037	744 620	937 959	816 086	1,55%	1,45%	1,64%	1,69%	1,74%	-121 873	-13,0%
19. Technologies Information & Communication	3 035 907	4 119 801	3 914 327	5 491 854	5 238 487	7,43%	8,05%	8,63%	9,87%	11,18%	-253 367	-4,6%
Charbon	79 214	105 683	82 824	81 145	62 220	0,19%	0,21%	0,18%	0,15%	0,13%	-18 925	-23,3%
Energie renouvelable	42 721	44 938	38 351	54 244	44 211	0,10%	0,09%	0,08%	0,10%	0,09%	-10 033	-18,5%
Infrastructures énergétiques	352 321	357 460	271 902	309 143	184 620	0,86%	0,70%	0,60%	0,56%	0,39%	-124 523	-40,3%
Pétrole et gaz	2 957 473	3 277 036	2 971 782	3 169 094	1 990 045	7,24%	6,41%	6,55%	5,69%	4,25%	-1 179 049	-37,2%
20. Energies autres qu'électricité	3 431 729	3 785 117	3 364 859	3 613 626	2 281 096	8,40%	7,40%	7,42%	6,49%	4,87%	-1 332 530	-36,9%
Electricité	469 357	570 812	573 513	714 021	649 619	1,15%	1,12%	1,26%	1,28%	1,39%	-64 402	-9,0%
Electricité et Gaz	414 247	460 882	462 916	523 609	450 373	1,01%	0,90%	1,02%	0,94%	0,96%	-73 236	-14,0%
21. Services énergie, eaux, gaz	883 604	1 031 694	1 036 429	1 237 630	1 099 992	2,16%	2,02%	2,29%	2,22%	2,35%	-137 638	-11,1%
Services aux entreprises	55 666	81 195	68 914	80 636	82 553	0,14%	0,16%	0,15%	0,14%	0,18%	1 917	2,4%
Services divers	204 461	228 779	173 877	229 680	213 244	0,50%	0,45%	0,38%	0,41%	0,46%	-16 436	-7,2%
Services de surveillance et de sécurité	46 709	52 212	47 702	52 433	46 200	0,11%	0,10%	0,11%	0,09%	0,10%	-6 233	-11,9%
Services aux collectivités	253 174	301 235	288 874	354 283	290 434	0,62%	0,59%	0,64%	0,64%	0,62%	-63 849	-18,0%
Services à la personne	56 067	95 579	81 321	131 373	101 366	0,14%	0,19%	0,18%	0,24%	0,22%	-30 007	-22,8%
Services internet	406 071	786 478	648 056	812 682	888 963	0,99%	1,54%	1,43%	1,46%	1,90%	76 281	9,4%
22. Services	1 022 148	1 545 478	1 308 744	1 661 087	1 622 760	2,50%	3,02%	2,89%	2,98%	3,46%	-38 327	-2,3%
23. Téléphonie et télécommunications	2 954 291	3 440 131	2 957 338	3 764 954	3 373 776	7,23%	6,72%	6,52%	6,76%	7,20%	-391 178	-10,4%
TOTAL GENERAL	40 860 195	51 157 864	45 347 213	55 664 620	46 849 720	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	-8 814 900	-15,8%

% de variations des valorisations	-50%	-30 à -49%	-10 à -29%	0 à -9%	0 à +10%	11 et +%	Total
1. Mobilités	12	29	30	5	0	4	80
2. Infrastructures	1	9	14	3	0	1	28
3. Industrie	1	28	45	5	2	7	88
4. Industrie agro-alimentaire	0	8	28	17	6	7	66
5. Tabac	0	1	6	0	0	0	7
6. Equipements ménagers	0	1	4	0	0	0	5
7. Système financier	39	116	133	25	8	8	329
8. Industrie chimique	1	13	23	10	3	3	53
9. Conteneurs et emballages	0	0	4	0	1	0	5
10. Commerce et distribution	1	8	30	15	10	12	76
11. TV, réseaux et messageries	1	5	11	9	2	1	29
12. Cosmétique et luxe	0	2	11	9	6	1	29
13. Loisirs	4	18	10	3	4	3	42
14. Equipements	0	3	14	4	0	0	21
15. Santé	1	6	40	34	23	31	135
16. Logistique et transports de passagers	0	2	21	1	0	3	27
17. Traitements des déchets	0	0	2	1	0	0	3
18. Logements et immobilier	5	16	38	5	4	6	74
19. Technologies Information & Communication	0	11	57	23	19	30	140
20. Energies autres qu'électricité	19	42	20	7	0	0	88
21. Services énergie, eaux, gaz	1	9	21	8	2	4	45
22. Services	0	6	29	27	9	4	75
23. Téléphonie et télécommunications	0	8	25	14	3	5	55
TOTAL GENERAL	86	341	616	225	102	130	1 500

% de variations des valorisations	-50%	-30 à -49%	-10 à -29%	0 à -9%	0 à +10%	10 à 30%	30 à 50%	+de 50%	Total
1. Mobilités	13	9	20	7	6	5	2	6	68
2. Infrastructures	0	2	15	0	1	2	1	1	22
3. Industrie	7	11	13	8	8	9	5	14	75
4. Industrie agro-alimentaire	3	2	7	7	8	8	6	13	54
5. Tabac	2	2	3	0	0	0	0	0	7
6. Equipements ménagers	0	1	0	0	0	0	0	3	4
7. Système financier	30	64	59	21	22	23	15	33	267
8. Industrie chimique	3	6	11	2	2	1	5	14	44
9. Conteneurs et emballages	0	1	1	0	1	0	1	1	5
10. Commerce et distribution	2	3	9	8	3	9	8	14	56
11. TV, réseaux et messageries	2	3	1	0	2	4	0	9	21
12. Cosmétique et luxe	1	1	2	1	4	2	3	12	26
13. Loisirs	4	4	6	3	4	2	3	8	34
14. Equipements	0	1	5	1	3	3	2	3	18
15. Santé	2	4	10	4	6	14	8	48	96
16. Logistique et transports de passagers	0	2	3	5	2	2	4	3	21
17. Traitements des déchets	0	0	0	0	0	1	1	0	2
18. Logements et immobilier	6	3	7	6	9	9	4	15	59
19. Technologies Information & Communication	1	4	5	6	5	17	11	41	90
20. Energies autres qu'électricité	19	23	12	8	3	3	4	5	77
21. Services énergie, eaux, gaz	2	3	5	2	7	4	3	8	34
22. Services	0	4	6	6	5	5	10	13	49
23. Téléphonie et télécommunications	4	5	15	6	6	6	1	4	47
TOTAL GENERAL	101	158	215	101	107	129	97	268	1 176

Soulignons également un point, comme le démontrent les deux tableaux ci-dessus : les valorisations des capitalisations boursières ont des amplitudes très fortes sur des périodes réduites, aussi bien pour l'écart entre le 31-12-2019 et le 24-4-2020 que pour celui entre le 31-12-2016 et le 24-4-2020 ; en d'autres termes, la régulation par le marché est loin d'être efficace et rationnelle, comme voudrait le faire croire la théorie libérale. Il est vrai que les bourses de valeurs sont des marchés très spéculatifs ; mais quelle est la logique économique de ces marchés censés apporter des ressources financières aux divers secteurs économiques, avec une gestion optimale de leur affectation entre les secteurs ?

Tous les éléments que nous venons de constater conduisent à une conclusion simple.

La panique des gouvernements est liée à la fois à l'impossibilité de se désengager du pouvoir des groupes et de gérer une crise avec des moyens qu'ils n'ont plus ; il ne leur reste que leurs « obligations » envers leurs options néo-libérales, à savoir maintenir la lutte des classes dans des limites permettant de poursuivre l'exploitation capitaliste (gestion politique de la force de travail, avec la casse du code du travail ; le retour à des horaires de travail dignes du XIX^e siècle ; les pressions sur l'emploi en menaçant du chômage et de la réduction de son indemnisation ...), et la préservation des intérêts « locaux » de la zone impérialiste à défendre (y compris par la répression de classes, en utilisant les forces de police et une justice aux ordres).

Ils vont donc essayer de refaire le coup de 2008 ; en reportant sur les classes dominées les conséquences financières, sociales et économiques de leurs politiques.

Les tentations de museler les opinions publiques sont fortes, et déjà appliquées, sous couvert de gérer la pandémie. Elles s'accompagnent d'interdictions de plus en plus nombreuses (de circuler, de manifester, de s'exprimer). De nombreux pays dits « démocratiques » sont en fait de plus « totalitaires » (voir les nombreuses atteintes aux droits fondamentaux) dans la gestion de leurs populations, mises sous surveillance et sommées d'obéir à tous les ordres, surtout les plus « idiots ». La France en est un bel exemple, avec les multiples contradictions d'un pouvoir qui impose tout et son contraire : l'exemple des masques est édifiant à cet égard. Et qui réprime même les citoyens les plus « dociles », du fait de la bêtise d'ordres (et de contre-ordres) appliqués sans discernement.

Ces gouvernements vont être confrontés à un risque très important de crise sociale pouvant déboucher sur des pratiques révolutionnaires dans un certain nombre de pays. Les injonctions de faire – de ne pas faire – passent de plus en plus mal ; surtout lorsqu'elles sont confrontées à la pratique des puissants. Et lorsque la coupe est pleine ...

Surtout, même un schéma « à la 2008 » est difficile : les dominés commencent à comprendre et à se rebeller. Et ils ne sont plus prêts à payer la facture du néo-libéralisme et de la globalisation. On voit donc reflourir les vieilles lunes du nationalisme, et notamment de la collaboration de classes (défense de l'unité nationale, des intérêts supérieurs et communs de chaque Nation).

Ces vieilles lunes ont un habillage économique : celui des modes de régulation. Il nous faut donc revenir à cet habillage, défendu à son époque par Aglietta, qui remet actuellement le couvert.

Il nous faut donc rappeler ce qu'est la « thèse de la régulation » : voir « l'impérialisme du XXI^e siècle » : pages 91 et suivantes.

« Pour Aglietta, l'accumulation du capital a pour moteur l'extension du rapport salarial, rapport salarial où interagissent :

- le procès de travail, qui crée les rapports internes à la production : conditions de travail ; mode de classification des postes de travail ; règles de l'organisation du travail. Ces rapports adaptent la coopération nécessaire des forces de travail à la domination du rapport salarial : la division technique du travail est soumise à la division sociale du travail ;

- et les conditions d'existence de la classe ouvrière, qui déterminent le contenu matériel du rapport salarial (donc en même temps les conditions de son extension). Ces conditions fixent une norme sociale de consommation ouvrière, laquelle intègre les pratiques de consommation dans les conditions mêmes de la production.

Par exemple, au stade du fordisme, deux formes interviennent au niveau de cette interaction « procès de travail / conditions d'existence de la classe ouvrière » : d'une part, la procédure de négociation collective, qui institutionnalise la lutte économique de classe tout en garantissant la rigidité du salaire nominal nécessaire à l'évolution régulière du mode de consommation ; d'autre part, le système de protection sociale, qui s'efforce de maintenir dans leur statut de consommateur les chômeurs, malades, retraités.

De cette interaction dépend la cohésion du régime d'accumulation, car la réalisation de la valeur d'échange globale produite par le système économique doit être compatible avec la macrostructure de la production, c'est-à-dire avec les échanges de valeur entre les deux sections de production (la section I des moyens de production et la section II des moyens de consommation). Or cette cohésion n'est en rien automatique, et lorsque la tendance au développement inégal des deux sections prend le dessus, la crise d'accumulation s'enclenche, et conduit à la dévalorisation d'une partie du capital. En même temps, naissent de nouvelles conditions de production.

Ce sont donc les lois de l'accumulation qui appréhendent les transformations du système, via la lutte pour la plus-value. Par exemple, le passage du régime de l'accumulation extensive à celui de l'accumulation intensive (fordisme) résulte pour Aglietta de « l'abaissement sur longue période du coût social de reproduction de la force de travail, qui a engendré une capacité croissante d'accumulation et a provoqué une grande extension du salariat. Les rapports de production capitalistes se sont généralisés grâce à l'interaction des deux déterminants de la transformation des conditions d'existence du salariat. D'une part, l'organisation sociale du

travail a développé et approfondi le principe mécanique. D'autre part, un mode de consommation intrinsèquement capitaliste s'est formé et structuré selon la production de masse de marchandises banalisées. L'interaction de ces deux déterminants a été le principe de correspondance des rapports de valeur entre les deux sections de production ».

Dans ce cadre, les lois de la concurrence (qui régissent les relations qu'entretiennent les fractions de capitaux – i.e. les capitaux individuels – au sein et entre les branches) dépendent d'abord et avant tout des lois de l'accumulation. L'accumulation du capital tient aux conditions historiques de l'exploitation de la force de travail (donc du rapport salarial), qui donne lieu à l'existence d'une masse de plus-value, l'appropriation de cette masse étant soumise à la cohésion du régime d'accumulation, c'est-à-dire à la compatibilité entre la macrostructure de la production et la distribution du revenu global (lorsque s'opère la réalisation de la valeur d'échange globale produite).

Les lois de l'accumulation se traduisent alors dans les rapports de concurrence par la formation d'un taux de profit général, qui exprime une condition de fonctionnement régulier du régime d'accumulation. Et c'est sur ce taux que tentent de s'aligner toutes les branches, et au-delà, les capitaux investis dans chaque branche ; le processus de concurrence permet de faire évoluer dans le temps un système de normes de production et d'échange. Comment ?

Dans une situation de pleine concurrence, l'évolution du système de normes est amorcée par des capitaux individuels qui mettent en place des conditions de production exceptionnellement favorables par rapport à celles qui sont socialement dominantes ; ces capitaux, pendant un certain temps, bénéficient d'un taux de profit supérieur au taux de profit général ; mais l'écart se réduit au fur et à mesure que la concurrence force les autres capitaux individuels de la branche à adopter les nouvelles conditions de production. Et si certains capitaux ne peuvent suivre ces transformations, ils sont éliminés (dévalorisation du point de vue de la concurrence des capitaux individuels).

Progressivement, la situation de pleine concurrence fait donc place à une concurrence oligopolistique, voire monopolistique ; la concurrence conduit à la concentration et à la centralisation des capitaux, donc à la création de groupes dont l'action devient décisive. Pourtant, Aglietta borne étroitement cette dernière : « l'efficacité (des) stratégies financières privées a ... des limites ». Les plans stratégiques des groupes, comme par exemple ceux qui aboutissent à la création de nouvelles filières économiques (par exemple, celle des TIC) ne sont possibles « que si les rapports de concurrence sont stabilisés ... via les barrières à l'entrée. (Mais) pour que cette stabilité se produise dans l'ensemble de l'économie, à l'exception des nouvelles zones de diversification en formation, il faut que les conditions de l'accumulation du capital soient favorables. Que ce soit en situation de pleine concurrence ou de concurrence monopolistique, les capitaux individuels n'ont à se partager que le profit global issu de l'exploitation de la force de travail social ». En conséquence, la crise du capitalisme ne peut s'expliquer à partir du concept de branche ; car il ne suffit pas que « les capitaux se

déplacent vers de nouvelles branches de croissance. Le fait que ces dernières existent est supposé aller de soi dans une problématique où le capital existe seul et où la question principale est un réaménagement des espaces de mise en valeur des capitaux. (Par contre, pour) la loi d'accumulation, le capital n'est pas conçu comme une entité immanente, mais comme le développement du rapport salarial. Toute crise majeure de l'accumulation est une crise des conditions actuelles de la reproduction de ce rapport ».

La crise du capitalisme des années 1970 est donc celle du fordisme : les stratifications internes au salariat se transforment en discriminations (par l'ethnie, le sexe, l'âge, l'origine rurale ...), discriminations aussi bien professionnelles que spatiales. Et le fordisme est contesté sur ses deux déterminants : nouvelles formes de résistance ouvrière sur les lieux de production, difficilement canalisées par la procédure de négociation collective ; remise en cause du modèle de consommation. Autant de menaces qui mettent en question la légitimité du pouvoir économique obtenu par la recherche du profit et par l'accumulation du capital.

Derrière ces incertitudes, pointe déjà à l'époque une nouvelle cohésion de la reproduction sociale : le néo-fordisme, qui est une nécessité théorique pour Aglietta. De fait, comme Aglietta déploie sa problématique dans un espace fermé, les USA, pays pionnier qui diffuse à l'échelle mondiale son régime d'accumulation (même si cette diffusion est inégale), il postule que tôt ou tard les contradictions du régime d'accumulation intensive s'étendront partout. Avec un enchaînement des séquences qui devient limpide :

- pour que le système capitaliste se reproduise, il faut que se maintienne le rapport salarial ;
- avec le régime d'accumulation extensive, le rapport salarial s'est imposé par la conquête de secteurs d'activités non-capitalistes, soumis progressivement aux lois du capital, et par la séparation de la force de travail de ses anciennes conditions d'existence. C'est le règne de la plus-value absolue, mais aussi des crises périodiques nées des disproportions entre les évolutions des deux sections de production. Cette phase est importante parce qu'elle transforme le procès de travail : il n'y a pas seulement soumission formelle du travail au capital (assujettissement direct du procès de travail au capital), mais aussi et surtout soumission réelle (développement du machinisme, accroissement de la productivité du travail, conquête de branches d'industries ...) qui jette les bases de l'extorsion de la plus-value relative ;
- avec le régime d'accumulation intensive, la transformation des conditions d'existence de la classe ouvrière permet d'une part l'harmonisation de l'expansion des deux sections de production, d'autre part la généralisation des méthodes de production de la plus-value relative. Mais la mise en cause dans les années 1970 des conditions de travail liées à la fragmentation des tâches, et l'arrêt de la baisse du coût salarial réel (notamment par suite de l'accroissement rapide du coût des consommations collectives au fur et à mesure du développement de la norme de consommation) contrecarrent la plus-value relative et le développement harmonieux des deux sections. La crise des années 1970 est donc majeure en ce qu'elle touche le cœur du système capitaliste : le rapport salarial.

Et en dehors d'une refonte de ce rapport (le néo-fordisme), il ne peut y avoir de salut, uniquement des palliatifs. En ce sens, Aglietta se situe bien dans l'espace fermé des Etats-Nations. Avec un corolaire fondamental : l'extension des rapports capitalistes à l'espace mondial ne peut créer de rapports nouveaux. Aglietta perçoit bien cette limite, mais il ne peut la dépasser : sa problématique l'empêche d'aborder la reproduction internationale du rapport salarial.

Autre point qui soulève de nombreux problèmes : qu'est-ce que le néo-fordisme ?

Par définition, ce néo-fordisme ne peut que correspondre à une cohésion nouvelle intervenant directement sur la plus-value relative : par exemple, « l'industrie américaine amorcerait un processus à long terme de renversement de la tendance à l'accroissement du coût en capital fixe de la valeur ajoutée, en mettant en œuvre une logique de la production capable de subordonner le mécanisme à un contrôle programmé beaucoup plus précis des transformations productives ... L'abaissement des coûts fixes qui peut être tiré de changements aussi considérables dans les méthodes de production et dans la nature de ce qui est produit pourrait être le déterminant principal des caractéristiques actuelle d'une vague d'investissements, peu importante en volume, mais ayant de grandes implications à long terme ».

Aglietta reste toujours ici au niveau de la valorisation ; or celle-ci se conçoit au niveau de la plus-value relative, qui suppose une diminution du coût social de la reproduction de la force de travail (le fait qu'avec votre faible salaire imposé par les rapports d'exploitation, vous ne pouvez « augmenter » très relativement votre pouvoir d'achat qu'en disposant de marchandises de moins en moins chères, suite aux gains de productivité dans la section II, ou aux biens à bas prix importées des pays en développement). Pourtant, de l'exemple américain qu'Aglietta invoque, le néo-fordisme « économise » plutôt du capital fixe et ... de la main d'œuvre, et bouleverse davantage les conditions de production de la section I que de la section II : rien de bien nouveau sous le soleil du néo-fordisme ! Qui plus est, au plan du procès de travail, « le néo-fordisme correspond à une tentative purement formelle d'éclatement du travailleur collectif, compte tenu des tensions sociales qu'implique la montée du despotisme absolu de la coordination des procès de travail par l'automatisation, en plusieurs collectifs de travailleurs, apparemment autonomes, mais contraints plus que jamais à se soumettre à la logique du capital, c'est-à-dire se soumettre ici à la logique du travailleur collectif, dans le mode de production capitaliste ».

En définitive, le néo-fordisme n'est qu'un aménagement du régime d'accumulation intensive, avec la contradiction supplémentaire qu'en accroissant la productivité du capital fixe, il vise à exclure du champ de la production un nombre élevé de travailleurs, via l'automatisation à outrance des postes de travail. En cela, il ne participe pas à l'extension du rapport salarial, bien au contraire : les usines presse-boutons sont une limite absolue à l'extorsion de toute plus-value.

Comme l'indique un texte lumineux de Michel Henry, « le surtravail n'est pas condamné en fin de compte – nous voulons dire condamné par l'histoire – en raison des perturbations économiques qu'il engendre, mais parce qu'il disparaît lui-même en même temps que le travail vivant dont il n'est qu'une partie. L'exploitation de l'homme devient inutile quand ce n'est plus lui qui produit ou quand son rôle dans la production devient dérisoire ».

Avis sans frais à tous les faux prophètes qui ne veulent pas entendre parler d'une réduction drastique du temps de travail dans le prochain mode de production non-capitaliste, ou qui voudraient taxer des robots ..., au lieu d'accompagner cette réduction par un partage du travail (y compris au niveau mondial). Tout ceci ne fera que retarder la nécessaire transformation du mode de production actuel.

...

En revanche, il faut souligner que le prolongement des travaux de « l'école de la régulation », y compris ceux d'Aglietta, n'a fait que rompre progressivement avec les concepts marxistes, en proposant des lectures « triviales » des « modèles » de régulation (modèle rhénan pour l'Allemagne, modèle rentier pour les USA avec l'accentuation des mécanismes financiers au service des fonds de pension et d'investissement ...). Michel Husson met le doigt sur la dérive de ces problématiques, avec l'exemple de Boyer et Orléan : « Faute de pouvoir avancer un discours structuré sur la réalité contemporaine, la préoccupation centrale se déplace vers l'étude théorique et historique des conditions d'émergence d'une nouvelle forme institutionnelle. A partir de l'exemple de Ford ... et avec un emprunt assez burlesque à la théorie des jeux, les auteurs montrent qu'un dispositif même avantageux, donc susceptible de bons compromis, peut ne pas réussir à s'imposer. ... c'est une énorme porte ouverte enfoncée ... (que d'arriver à la conclusion) que le mode de production capitaliste est structuré en capitaux individuels entrant en concurrence. C'est en effet la raison de fond pour laquelle il n'y a pas de coordination spontanée des agents, ni de soumission à une règle ou à une convention garantissant l'obtention de l'optimum ... On obtient ... des équilibres non coopératifs, se situant en dessous de l'optimum : il est par exemple plausible qu'une relance européenne coordonnée aurait des effets globalement favorables. Mais la logique de la concurrence pousse au contraire à rechercher la compétitivité maximale. C'est la raison pour laquelle la « flexibilité défensive » l'emporte sur la « flexibilité offensive », le capitalisme « américain » sur le capitalisme « rhénan », bref le mauvais scénario sur le bon. Ce qui renvoie à la définition que donne Lénine de la crise révolutionnaire (« ceux d'en bas ne veulent plus, ceux d'en haut ne peuvent plus ») ; ... ce qui implique qu'en dehors de ces périodes de crise, ceux d'en bas veulent bien, d'une certaine manière, accepter leur insertion sociale. Tout ceci devrait être évident (d'où les portes ouvertes). Ce qui est en revanche spécifiquement régulationniste, c'est la conception du compromis social comme produit d'une négociation pacifique entre des acteurs sociaux sagement réunis autour d'une table : « tu me donnes le pouvoir d'achat, je te laisse l'organisation du travail ». Ou bien : « tu t'impliques dans ton travail, et moi je promets de

t'enrichir » (en m'enrichissant au passage). Dix ans de vaines plaidoiries régulationnistes en faveur du bon compromis social n'ont pas empêché les classes dominantes de déployer une offensive résolue contre l'Etat-Providence, les acquis accumulés durant la phase d'expansion ».

Fermez le ban ; la politique de Macron en est l'aboutissement : ce dernier n'a même plus besoin de faire semblant de négocier ; il achève en cela le travail mené par les gouvernements précédents, « socialistes » compris, en France.

Retenons que l'école de la régulation est incapable de penser la mondialisation et qu'elle constitue un désastre pratique dans ses préconisations opérationnelles.

En France, Aglietta et de nombreux membres du CEPREMAP – direction actuelle Daniel Cohen et Philippe Askenazy – appartiennent ou ont appartenu au Conseil d'Analyse Economique, qui conseille le 1^{er} ministre. Et quels conseils ! Une des dernières notes du CAE, consacrée à la « Régulation économique : quels secteurs réguler et comment ? », achève le glissement sémantique du terme « régulation » (rien à voir avec le marxisme, ni avec la théorie initiale de la régulation) ; elle « commence par rappeler que la régulation sectorielle entendue comme le contrôle du pouvoir de marché, ne doit pas être utilisée à d'autres fins que l'efficacité économique » ; du Macron dans le texte ... Beau programme pour ces secteurs (transport, énergie, télécommunications) qui disposaient d'un monopole public, et qui ont fait l'objet d'une ouverture à la concurrence !

Nous sommes très loin des interventions des Etats lorsqu'elles « accompagnaient » depuis les 30 glorieuses les évolutions du capitalisme (planification indicative, interventions keynésiennes, politiques industrielle, d'aménagement du territoire ...) ; pour le sauver des crises qu'il déclenchait périodiquement. ».

A nouveau désolé de reprendre nos textes, mais Aglietta a encore changé, et propose un autre « mode de régulation » pour dépasser la crise actuelle. Dans ce nouveau mode, la lutte des classes ne réapparaît toujours pas ; à sa place, Aglietta lui substitue la lutte pour l'avenir de la planète, pour un bon usage des ressources limitées et pour la défense du climat.

Mais quels sont les acteurs de cette lutte ? Qui va définir la question du bon usage des ressources limitées de la planète ? Et comment défendre la biodiversité en préservant le climat ?

Comme dans le schéma néo-fordiste, Aglietta ne répond pas à la question essentielle, celle des acteurs et notamment des contradictions qui naissent de leurs intérêts de classe. Par exemple, on ne voit pas bien comment chaque Etat va pouvoir reconquérir son propre pouvoir, et ensuite les Etats organiser entre eux un pouvoir supérieur commun (à l'échelle de l'UE, du monde occidental, de la planète) afin d'imposer des limites aux objectifs des firmes, ces derniers étant des objectifs de profit et de survie dans un contexte de concurrence ; sauf à mettre en place un hyper-impérialisme, tout aussi farfelu que celui de Cotta.

Aglietta propose notamment un régime de croissance « le green newdeal », qui aurait pour objectif de concilier la restauration des biens communs (transports publics bas-carbone, rénovation des bâtiments, restauration des habitats naturels, promotion d'une agriculture biologique, investissements massifs dans l'éducation pour promouvoir la reconversion des travailleurs ...) avec une double exigence (développement durable et réduction des inégalités sociales) et un outil : la planification stratégique (subventions et aides publiques conditionnelles ; stratégie industrielle d'investissements publics ; création de banques publiques de développement, dans un contexte de modification des doctrines monétaires, y compris au niveau international). Dans ce cadre, la monnaie n'est plus qu'un outil au service de la collectivité, avec retour au multilatéralisme et utilisation des DTS (Droit de Tirage Spéciaux) comme actif de réserve ultime.

C'est beau ! Sauf que la situation actuelle des Etats capitalistes est exactement à l'inverse de tout cela : ces Etats restent les « chiens de garde » des groupes au niveau mondial. Et ces mêmes groupes poursuivent une accumulation extensive géographique du capital, complétant les accumulations extensive (nouveaux secteurs) et intensive (courses à la productivité, et substitution du travail mort au travail vivant) du capital. La mondialisation se caractérise de fait par la mise au travail capitaliste de populations qui étaient à la « périphérie », apportant au capital de nouvelles valeurs d'usage à exploiter (i.e. de nouveaux bras), à savoir des forces de travail bon marché, permettant d'approvisionner la planète en marchandises à bas prix. A la clé de cette mise au travail, une augmentation considérable de la masse de plus-value à partager entre les participants aux oligopoles sectoriels. Et ces derniers n'ont aucune raison de modifier leurs stratégies d'exploitation du travail au niveau mondial. Les contradictions internes au capital ne disparaissent pas ; elles sont à un niveau supérieur, notamment lorsqu'un pays dont le rôle qui lui était dévolu dans la division internationale du travail était d'exploiter sa population en faveur des pays occidentaux, trouve qu'il est plus judicieux pour ses propres firmes d'exploiter à son profit sa population (en augmentant d'ailleurs progressivement le niveau de vie – c'est le passage de la plus-value absolue à la plus-value relative). On aura reconnu la Chine, qui s'est maintenant hissée au rang de puissance impériale capitaliste.

Aglietta est devenu un réformateur radical : c'est de l'anti-Trump et de l'anti-Macron, à la sauce « verte » (mode intellectuelle oblige). Il ne spécifie en rien comment il compte obliger les groupes (et les Etats) à accepter de telles réformes ; et avec l'appui de quelles classes sociales. C'est donc à nouveau du vent, comme le néo-fordisme.

Reste donc au niveau mondial la lutte des classes à organiser, en favorisant l'éclosion d'un nouveau mode de production. **Deux urgences dès la fin du confinement**, avant même d'en venir à l'essentiel sur les plans économique et idéologique.

Au plan politique, il est inutile de mettre en œuvre la procédure de destitution du Président de la République ; cette procédure dépend de l'assemblée nationale et du sénat, entre les mains du macronisme, de la droite et des pseudo-socialistes.

Par contre, il faut introduire immédiatement un **référendum d'initiative populaire sur les destitutions de Macron, de ses ministres, de ses préfets et de ses recteurs** ... en clair de tous les responsables de premier plan qui ont conduit la France dans l'état où elle se trouve. Immédiatement, car les danses du ventre que (re)commencent Macron, Philippe et Castaner devant les caméras (avec une répartition des rôles, de je t'amadoue à je te menace, en passant par je te responsabilise) des médias aux ordres ne sont qu'un remake pitoyable des grands débats, et n'apporteront encore au peuple de France que des déconvenues, des dénis de parole donnée, bref ... des carabistouilles. Les petites mains de la santé attendent par exemple encore et toujours des mesures en faveur de l'hôpital public, des salaires, des conditions de travail. Ce remake minable, avec cette fois on déconfiner par ici, par-là, mais peut-être cette semaine, peut-être à la fin juin, et pourquoi pas à la rentrée ; avec cette fois, parce qu'ils ont la trouille du peuple, des réunions mais pas de plus de 5 pékins, peut-être un peu plus s'il faut aller faire la claque à Macron ou à un ministre ; mais toujours avec les menaces de sanctions, d'amendes, et de passages expéditifs avec des lois et des tribunaux d'exception attentatoires aux libertés, y compris pour un mot qui serait de travers, un outrage à agent (une parole contre quatre paroles de pandores, comme disait Coluche ils sévissent 4 par 4 bien évidemment, avec Castaner à la manœuvre), une banderole de contestation envers Macron et sa politique ... Bref ; ils ont expérimenté pendant la pandémie toute une panoplie de mesures destinées à mettre au pas le peuple. Le tout pour recommencer de plus belle la casse du modèle français, afin d'installer une véritable dictature néo-libérale en faveur des puissants, des riches dont ils sont les serviteurs zélés.

Il faudra s'occuper plus tard de ces autres catégories qui ont sucé le sang du peuple, en l'exploitant sans vergogne. Et ils veulent remettre le couvert.

Au plan idéologique, il est indispensable de procéder à la fin du lavage de nos cerveaux. Là encore, les néo-libéraux n'ont pas attendus la fin du confinement pour remettre de l'ordre dans l'économie, et pour instiller les mesures qui sont à prendre pour faire payer au peuple le prix fort. Dès le 6 mai, le capitalisme rehausse la tête, et ses valets (comme l'Institut Montaigne ; ou encore Attali, qui se prévaut d'une conversation avec Edgard Morin pour revendre ses salades – Attali et ses nombreux rapports, y compris pour Sarko et Hollande, louant l'intérêt économique de la mondialisation MDR) commencent déjà à préconiser des mesures chocs pour redresser la Nation ; ah, bon ? Au profit de qui ? Et qui s'y colle ?

Comme à la libération après la guerre 1939-45 (c'est Macron le premier qui a parlé de « guerre »), il faut mettre en place un comité d'épuration pour nous libérer de tous ces « braves gens néo-libéraux », qui ne nous veulent que du bien. Ces néo-libéraux qui conduisent, comme nous l'avons démontré dans cet article, le monde à sa perte. Car ils veulent faire crever les gens au travail, et

tout de suite. Trump, qui a l'avantage de dire tout haut ce que les dirigeants bien propres sur eux pensent tout bas et organisent en catimini, l'a asséné le matin du 6 mai, sans état d'âme : « on déconfiner ... il y aura des morts ... et alors ? ». Comme dirait Macron, à la guerre comme à la guerre. Les morts du Covid par impérities (les réformes successives ont éliminé des lits pour soigner, n'ont pas permis de s'équiper en moyens de réanimation ...) ou par connerie (voir l'affaire déplorable des masques), eux, n'auront pas l'insigne honneur d'être décorés aux Invalides. Ils ont été immédiatement inhumés en douce, après une fin de vie loin de leurs proches.

Et tous ces néo-libéraux croient que les gens vont encore tout gober, et se laisser faire. Qu'ils essaient de poursuivre la casse sociale en supprimant les derniers acquis sociaux déjà laminés par Macron et ses complices (lois El Khomri, Pénicaud ...), mais aussi la CFDT qui se rue déjà sur les possibilités d'accords au niveau de l'entreprise. C'est certain, mes « camarades », votre patron va vous donner tous les moyens pour travailler en sécurité etc ... Petite surprise dès à présent (ce dernier dimanche), avec l'utilisation des décrets liés à l'état d'urgence sanitaire, souvent sans aucun rapport avec la question de la santé : ainsi, Pénicaud vient de rogner les mesures de protection des salariés lorsqu'ils doivent discuter des conditions de reprise du travail, en limitant le temps de discussion et le pouvoir du comité social et économique d'entreprise. Le dialogue social, on vous dit ! Crétins, vous croyez encore à leur parole, alors que des semaines de grève contre le nouveau système des retraites n'avaient rien changé à la politique anti-sociale de Macron ? Et bien, lisez le rapport de l'institut Montaigne (le pauvre, il doit se retourner dans sa tombe). Plus d'heures de travail par jour, plus d'heures de travail par semaine, des semaines de congés payés et des RTT en moins ; car, doux euphémisme, il faut « *assouplir quelques verrous juridiques persistants* » par la négociation type « Pénicaud » ; et le tout sans augmenter le coût du travail, compétitivité oblige. Les belles paroles distillées par Macron pendant la crise aux travailleurs ont fait long feu. On repart dans le dur. **Non, et non, et encore non !** Le patronat en veut encore plus, et notamment nous faire payer le prix de la crise, de leurs turpitudes, de leurs spéculations. **Non, et non, et encore non !**

Donc cette politique d'épuration idéologique doit passer, et de manière urgente, par l'interdiction de ces « Think Tank » ; donc exit l'institut Montaigne financé par les grandes compagnies d'assurance, l'Ifrap de Verdier-Molinié, la Fondation Saint-Simon avec Minc, Luc Ferry ... et Piketty !!! Ceci, pour commencer. Inutile de me sortir le thème du couteau entre les dents ... Ils nous les plantent dans le dos quotidiennement. Et ils continuent de se gaver ...

Et pour mettre en forme ces deux urgences via le référendum d'initiative populaire, il faudra trouver des **députés et des sénateurs courageux ! La denrée est rare, mais pas inexistante.**

Préparez vos stylos pour signer la demande de référendum.